

CAUSES

COMMUNES

BIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE



SENIORS ?

JUILLET - AOUT 2018

47

DÉFIS DU VIEILLISSEMENT

SIMONE IRMINGER ET SYLVAIN THÉVOZ,
CO-PRÉSIDENT.E.S PSVG

Sur les 494'000 personnes habitant dans notre canton en décembre 2016, 81'200, soit 16,4%, avaient plus de 65 ans, et 24'200 avaient plus de 80 ans. Entre 2010 et 2014, l'espérance de vie s'est élevée à 81 ans pour les hommes et 85.5 ans pour les femmes. A l'heure où l'on discute d'augmentation de l'âge de la retraite, ces enjeux sont cruciaux.

Selon les projections démographiques, d'ici 2040, la population des plus de 65 ans arrivera à presque 30%! Nous avons souhaité dédier un numéro de Causes Communes aux seniors. Sans chercher à définir précisément les tranches d'âge ou de vie que cela recouvre, mais dans le but d'ouvrir une réflexion plus globale sur le vieillissement, ses enjeux et sur les

solutions innovantes à développer afin que la qualité de vie demeure constante à tout âge, et que cela ne soit pas un facteur supplémentaire d'inégalités.

Vieillir accroît les risques d'inégalités et de ruptures sociales, mais c'est aussi une source de potentiel et de ressources encore bien trop inexplorée. Les aîné.e.s ne sont pas seulement des bénéficiaires, mais aussi des personnes donnant des heures et du temps au bénéfice de la collectivité. Même dans le grand âge, la plus-value des aîné.e.s est importante. Si, aujourd'hui, les personnes âgées sont en meilleure forme physique et mentale, elles souffrent toutefois de symptômes de dépression très répandus, avec une forte échelle de disparité concernant les revenus individuels. Cela demande un accompagnement, redessinant les limites entre vie active et retraite. Lutter contre l'âgisme, source encore de trop de préjugés, est notre priorité. Cette lutte contre les discriminations doit être renforcée.

Notre société est incontestablement, statistiquement, vieillissante. Ce défi du vieillissement se conjugue au défi de l'immigra-

tion, lequel n'a pas pour but d'équilibrer la balance démographique, mais y jouera un rôle fondamental. Concernant le marché du travail, le vieillissement de la population ouvre un champ de développement nécessaire au renforcement de la qualité de vie pour toutes et tous. L'emploi important de migrant.e.s dans les domaines du *care* exige des conditions de travail exemplaires et des formations adaptées. Le Conseil d'Etat est resté loin du compte en 2017 dans ce domaine, comme il est resté loin du compte dans sa lutte contre le taux d'absentéisme à l'IMAD, résultant de l'épuisement des équipes et d'un manque chronique de moyens. Le maintien à domicile des personnes âgées sera un des grands enjeux des prochaines législatures. Cela nécessite innovation et créativité, de ne pas ronronner dans une logique purement gestionnaire.

CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE
15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève!
Envie de soutenir le *Causes Communes*: abonnez-vous!
Envoyez vos coordonnées à lea.winter@ps-geneve.ch
Finance d'inscription: 20.-/année
CCP: 12-12713-8

Coordination rédactionnelle: Sylvain Thévoz.

Comité rédactionnel: Olivia Bessat, Jannick Frigenti Empana, Jorge Gajardo, Patricia Vatré, Claudia Villaman, Léa Winter

Ont collaboré à ce numéro: Georges Abraham, Grégoire Carasso, Laurent Cimasoni, Sabine Cimasoni, Laurence Fehlmann Rielle, Marianne Frischknecht, Hans Peter Graf, Pascal Holenweg, Simone Irminger, Sami Kanaan, Albana Krasniqi Malaj, Salima Moyard, Paola Nagel Petrucci, Jacqueline Ricciardi Werlen, Jean-Charles Rielle, Sandrine Salerno, Katharina Schindler Bagnoud, Jean Spielmann, Martine Sumi, Manuel Tornare, Sandra Venturini, Anja Wyden Guelpa, Jean Ziegler.

Photo page 27: Nicolas Righetti / Photo page 31: Magali Girardin

Illustration: Pierre Wazem

Maquette et mise en page: Atelier supercoccotte.

Impression: Imprimerie Nationale, Genève.

Tirage: 3000 exemplaires sur papier recyclé.

Les avis et opinions tenu-e-s par les invité-e-s n'engagent pas le comité de rédaction.



SAMI KANAAN, GRAND MAIRE!



ENTRETIEN SYLVAIN THÉVOZ

Sami Kanaan a été directeur durant 5 ans, de 2005 à 2010, du Département de la cohésion sociale de la jeunesse et des sports, dirigé à l'époque par Manuel Tornare, y développant une véritable politique communale pour les seniors. Aujourd'hui, il veille aux destinées des politiques culturelles et sportives en Ville de Genève, étant devenu maire pour la deuxième fois.

Sylvain Thévoz : Sami, quand on te parle de vieillissement, qu'est-ce que cela évoque pour toi ?

Sami Kanaan : Quelque chose d'inéluctable à laquelle on est toutes et tous confronté.e.s, qui se passe en partie dans la tête. L'espérance de vie augmente. Cela crée à la fois des opportunités mais provoque aussi des changements sociétaux profonds. C'est donc un défi.

Avec Manuel Tornare, alors Conseiller administratif, et à la suite de l'excellent travail réalisé par Philippe Aegerter, directeur de Département, collaborant avec Véronique Pürro, à la tête du service social, tu as poursuivi, dès 2005, une véritable politique sociale pour les aîné.e.s. Quel regard portes-tu sur ces années ?

L'ouverture de Cité Seniors en 2006, mais aussi l'inauguration de l'espace Emma Louise Zell, lieu d'initiation et formation aux nouvelles technologies pour les seniors, en lien avec le sauvetage de la moitié de la poste du Beulet à Saint-Jean, furent des moments importants. L'intelligence politique de Manuel a fait merveille. En parallèle, nous avons pu inaugurer de nouveaux clubs d'aîné.e.s. Globalement, à part les prestations complémentaires AVS / AI qui sont certes très importantes, mais comme leur nom l'indique, restent subordonnées aux rentes principales, les compétences municipales portent peu sur les aides matérielles directes régulières. Nous avons donc toujours travaillé prioritairement sur le fait de créer du lien et éviter l'isolement, lançant des projets pour des aîné.e.s qui avaient peur de sortir et se repliaient sur eux-mêmes. Des limites budgétaires ne nous ont pas permis d'aller aussi loin que nous le voulions dans ce domaine. Les aîné.e.s qui viennent à Cité Seniors sont généralement en forme et en général jeunes retraité.e.s. Une partie des aîné.e.s ne viennent pas à Cité Seniors et ont d'autres besoins. Il faut donc bien différencier entre troisième et quatrième âge, et agir préventivement auprès des aîné.e.s qui s'isolent, car les conséquences de l'isolement sur leur santé peuvent être rapides.

Ces considérations posent la question du soutien aux proches aidants. Comment ces derniers sont-ils soutenus avec, par exemple, un droit au répit, et l'appui d'institutions pouvant accueillir temporairement les aîné.e.s pour que leurs proches puissent souffler ? La Ville a-t-elle son mot à dire sur ces enjeux, portés principalement par le Canton ?

Malheureusement, le vieillissement est un des exemples de politique publique où il y a des enjeux qui ne sont pas encore totalement assumés entre le Canton et les communes. Le Canton est conscient de l'augmentation structurelle des coûts à venir liés au vieillissement. Il a essayé arbitrairement de faire des reports de charge, mais sans penser aux reports de compétence. On n'a donc pas encore réussi à avoir un débat ouvert et serein sur qui fait quoi et comment mieux faire ensemble. Le soutien aux proches aidants comprend le soutien aux aîné.e.s mais aussi les proches s'occupant de personnes chroniquement malades, ainsi que, à plus petite échelle, des parents qui ont parfois besoin de répit, surtout dans le cadre des familles monoparentales. Pour gagner en termes d'efficacité sociale, nous devons accentuer les soutiens et le travail en réseau. Il faut donc investir temps et argent. Pour l'instant, et au vu de la législature cantonale précédente, je ne vois pas encore un champ très ouvert au niveau cantonal, pour engager les investissements nécessaires.

Quel est, dans ce débat, le rôle que peut jouer le PS Ville de Genève ?

Il est important. Par exemple en attirant l'attention sur ces éléments, en créant le débat, afin que l'on sache qui du Canton ou/et de la Ville doit renforcer son soutien aux associations ou aux structures autonomes actives sur ces enjeux. Ce ne sera évidemment pas à la Ville de faire tout le travail.

Que signifie pour toi cette nouvelle année de mairie, après celle de 2014-2015 ?



Etre maire, c'est d'abord occuper une magnifique fonction, avec une forte portée symbolique, beaucoup plus puissante que son poids réel. Dans le contexte genevois, le maire demeure juste un *primus inter pares*, avec un pouvoir limité. Pourtant, dans les faits, les gens en attendent beaucoup. Le nom de Genève résonne fort. Le statut de maire de Genève provoque une forte attente. Dans l'absolu, je reste persuadé qu'il faut changer le système pour que la mairie porte sur une durée de législature, comme c'est le cas dans les autres villes en Suisse et dans le monde. Le maire est alors identifié comme tel dans la durée. Il incarne véritablement la ville, facilitant les identifications et reconnaissances réciproques. Dans le cadre de l'indéniable montée en puissance des villes, portant l'essentiel des politiques publiques de proximité, il est important d'identifier un visage et une voix de référence.

Un des éléments annoncé de ta mairie sera le digital. Pourquoi ce choix prioritaire ?

Afin de ne pas laisser cette thématique aux geeks, aux personnes déjà initiées ou aux grandes entreprises hégémoniques. Le numérique a envahi nos vies, mais on est encore loin du compte concernant la gestion des identités numériques, des données privées, et leur confidentialité. Il faut aussi prévenir l'aliénation numérique. La Ville se doit donc d'être exemplaire, à la fois dans la gestion de ses propres données, dans l'accessibilité en ligne à l'administration. Elle doit aussi être initiatrice de changements. L'administration en ligne, c'est fondamental, mais tout le monde n'y viendra pas. Il faut donc faire attention à ne pas laisser d'autres personnes décrocher. A Genève,

nous sommes toujours à l'intersection entre le local et le global. C'est un magnifique endroit pour travailler ces enjeux. On parle quand même de la création des conventions de Genève sur le numérique, ces temps ! Il est vital de développer le service public dans le numérique afin aussi de s'opposer à l'hégémonie des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), qui, pour l'instant, donnent le ton, se partagent le monde avec des soucis de sécurité évidents. On l'a constaté avec le scandale de Cambridge Analytica. Il ne faut pas diaboliser le numérique, il y a beaucoup d'opportunités, mais se l'approprier, d'une manière citoyenne et responsable.

Sur ces enjeux numériques, as-tu le sentiment que les aîné.e.s ont une longueur de retard, ou au contraire que cet a priori ne se vérifie pas dans les faits ?

Il y avait peut-être une époque où les aîné.e.s, qui n'avaient pas été socialisé.e.s dans leur vie active au digital, ont dû opérer la transition. Il faut pourtant interroger ces vérités toutes faites. Elles datent. Une fois passé le premier pas de l'inconnu, l'implication des aîné.e.s devient importante. On constate aussi que certains jeunes sont certes très connectés, mais se servent de cette connexion de manière parfois mécanique, en banalisant les questions de sécurité. Les aîné.e.s sont peut-être plus facile à sensibiliser, car ils s'appuient souvent sur des expert.e.s. Ils deviennent ainsi souvent des relais vis-à-vis d'autres. Le fossé numérique ne porte pas uniquement sur les générations. Il est, d'une manière plus importante, socio-culturel et socio-économique. Des gens ont davantage que d'autres accès à des ressources informelles. Cela leur

permet d'avoir accès aux informations et d'interagir de manière consciencisée.

Un article de presse t'a identifié comme un maire 4.0, cela signifie un maire plus social ou plus technologique ?

La technologie doit impérativement être mise au service du bien public. Ce qui est compliqué, avec la technologie, c'est que cela va très vite. Il ne faut pas freiner cette technologie mais la cadrer, afin de la mettre réellement au service du social. Les communes agissent au plus proche de la vie quotidienne des gens. Nous avons un rôle fondamental à jouer, dans un registre complémentaire de celui du Canton qui est plus macro, afin d'éviter la tarte à la crème de la « smart city » purement conceptuelle, oubliant au passage la vie des gens. Nous sommes approchés aujourd'hui par de grandes entreprises qui nous promettent monts et merveilles, avec écrans de contrôle et capteurs partout, nous dessinant une ville digitalisée à l'extrême. Avant d'avancer sur ces pistes, il nous faut faire le débat de société et être bien certains de la ville que nos habitant.e.s désirent, pour ne pas creuser de fossé numérique.

Passablement de discriminations portent encore sur les aîné.e.s. Beaucoup d'âgisme est à l'œuvre dans notre société. Or, les aîné.e.s vivent plus longtemps, en meilleure forme, contribuant au bien-être de la société, gardant les petits-enfants. Quels sont les moyens d'actions envisageables pour renouveler les représentations datées ?

Le contact, l'échange permettent de casser les clichés et renouveler les représentations. Que ce soit entre migrant.e.s et



résident.e.s, jeunes et ancien.ne.s, hommes et femmes, il est important de faciliter les rencontres qui nourrissent la mixité sociale et un juste regard sur l'autre. Le sport, la culture sont des politiques publiques fortes, permettant de casser clichés et préjugés. Il est important aussi de réinventer de nouvelles interactions intergénérationnelles, en travaillant aussi sur des campagnes d'information. Les enjeux liés aux aîné.e.s sont transversaux. On les retrouve au cœur de toutes les politiques publiques. Dans la culture, on sait par exemple que, lorsque le soir vient, les aîné.e.s hésitent parfois à sortir, pour se rendre à un concert. Comment changer cela ? Là encore, on peut s'appuyer sur les nouvelles technologies, avec des groupes de pair.e.s qui se constituent pour s'entraider, ou avec l'appui de bénévoles pour accompagner les sorties, et mélanger ainsi divers groupes.

Concernant la culture et le sport justement, on a parfois une vision de corps jeunes et toniques uniquement. Est-ce que cela se confirme dans les pratiques ?

Il faut différencier la pratique et les publics. Au niveau des publics, les aîné.e.s sont bien présent.e.s. Curieux.se.s, éveillé.e.s, ils et elles disposent en général de plus de temps. Aux concerts comme pour la danse contemporaine, les aîné.e.s répondent présent.e.s. Concernant le sport, toutes les offres de gymnastique seniors croulent sous les demandes. Si nous avions les moyens, nous pourrions doubler l'offre sans autre. Les gens se disputent littéralement les places. Nous essayons aussi de maximiser les pratiques sportives en famille, afin que la garde d'enfant ne soit

pas un obstacle. On pourrait étendre ce projet sur les trois ou quatre générations. Les gens qui font du sport le font surtout par souci de bien-être, pas pour la compétition, et cela à tous âges. Il y a beaucoup de seniors qui font la Course de l'Escalade, et vite et bien ! Les aîné.e.s sont peut-être moins présent.e.s dans les sports d'équipe et de ballon, car ces derniers se pratiquent plutôt en mode structuré, mais sinon c'est un public fidèle de nos infrastructures.

Hormis la plus lointaine possible, comment envisages-tu ta retraite ?

Je me vois dans une retraite très active. Je ne pense pas passer d'une vie très active au farniente. Je pourrai simplement profiter d'un peu plus de temps pour la voile, la marche, mes passions. Pour le reste, j'espère rester engagé le plus longtemps possible.

Avant de partir sereinement à la retraite, quel projet aimerais-tu avoir réalisé ?

Un enjeu fondamental aujourd'hui pour moi est l'inquiétant accroissement des écarts de richesses. Le travail, à lui seul, ne peut plus porter les changements sociaux. Par exemple, contrairement à ce que disent certain.e.s, le travail seul ne peut pas financer le poids du vieillissement de la population et les coûts écologiques. Une étude récente prouve qu'il y a une augmentation nette des millionnaires en Suisse. Le combat à venir portera donc sur notre capacité à répartir les richesses, qui sont bien présentes. De plus, Il faudra davantage travailler sur les reconversions. Tout le monde loue la formation continue, mais

à 40, 50 ans, il devient rude de se renouveler. Le système n'aide pas. Il faut même être au chômage pour bénéficier de certains appuis, par ailleurs très limités. Cela ne joue pas. Je veux changer cela, et bien avant d'arriver à ma retraite.

AIMER À TOUT ÂGE



LÉA WINTER,
COLLABORATRICE POLITIQUE AU PSVG

La campagne 2018 de lutte contre l'homophobie et la transphobie «Pouvoir être soi à tout âge» a mis à l'honneur des personnes LGBTIQ¹ de plus de 55 ans. Pendant le mois de mai, les portraits de Geneviève, Jacques, Marie-Claire, Claudette, Lynn et Jean-Pierre ont été exposés dans toute la ville.

Leurs témoignages² mettent en évidence les difficultés particulières vécues par ces seniors. Discriminations, harcèlement, réseau étiolé de proche-aidants, pauvreté, solitude, dépression... affectent davantage les seniors LGBTIQ que leurs contemporains.hétérosexuel.le.s.

Outre la campagne d'affichage, de nombreux événements ont été organisés par la Ville et les associations partenaires : conférence-débat sur l'amour et la sexualité, actions de sensibilisation dans un EMS et un foyer de jour, journée d'information à l'Uni contre la violence homophobe et transphobe, thé dansant, rencontres à Cité Seniors, repas-projection avec Tamalou, le groupe des aîné.e.s de l'association 360, etc.

L'action de la Ville pour répondre aux défis du vieillissement de toutes les populations

La politique transversale de la vieillesse de la Ville³, adoptée en 2015, identifie les spécificités des différents sous-groupes qui composent les seniors (telles que : le genre, la migration, la diversité culturelle, les handicaps, le degré d'autonomie, etc.), ainsi que leurs besoins spécifiques.

Afin de mieux cibler son action et de recueillir des données spécifiques sur les besoins des aîné.e.s LGBTIQ à Genève, la Ville a demandé à l'association 360 de réaliser une enquête-actions. Les résultats de la pré-enquête parue en 2017⁴ ont fait ressortir la nécessité d'accentuer la sensibilisation du grand public mais également d'informer les personnes travaillant dans les institutions offrant des prestations aux aîné.e.s sur les questions liées à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle et plus généralement aux particularités de la vieillesse arc-en-ciel. En effet, seuls 40% des personnes travaillant avec des personnes âgées en Suisse romande disent avoir abordé les questions LGBTIQ dans leur cursus de formation. Ainsi, fréquenter un club d'aîné.e.s ou entrer en EMS génère une appréhension des personnes LGBTIQ qui redoutent, après une vie à lutter au quotidien pour pouvoir être pleinement elles-mêmes, d'être obligées, sur leurs vieux jours, de retourner dans «le placard».

Le choix par l'équipe du service Agenda 21 du thème 2018 de la campagne et des actions spécifiques dans les lieux de vie des aîné.e.s (EMS, foyer de jour) s'inscrit donc dans cette démarche. La suite de l'enquête permettra la mise en place d'actions multiples, en collaboration avec de nombreux partenaires.

¹ Lesbiennes, gays, bisexuel-les, trans, intersexes, queer

² A découvrir ici : <https://www.ville-ge.ch/17mai-geneve/portraits.html>

³ A consulter sur le site www.ville-geneve.ch : politique-vieillesse-rapport-geneve-2015.pdf.

⁴ Association 360, Ville de Genève, "Synthèse de la Phase préparatoire en vue d'une enquête-actions sur les besoins des aîné.e.s LGBT à Genève", 2017.



«Il existe un tabou sur la vie sexuelle des seniors. En particulier, les aîné.e.s LGBTIQ sont une population spécifique dont 70% vit dans le célibat, qui n'a généralement pas eu d'enfant et s'est trop souvent vu rejetée par son entourage familial. Ces personnes sont donc moins entourées et c'est le rôle de la collectivité que de mettre en place des mesures particulières pour y remédier. Il faut défendre collectivement le droit d'aimer et d'être soi-même, à tout âge.»

Sandrine Salerno, Conseillère administrative en charge notamment des politiques de l'égalité et de la diversité



SENSUELLEMENT

SENIOR



ENTRETIEN CLAUDIA VILLAMAN
ET SYLVAIN THÉVOZ

Le docteur Georges Abraham, 91 ans, est considéré par certains comme le pape de la sexologie. De père allemand et de mère italienne, il a fait des études à l'université de Gênes, en médecine générale, avant de quitter l'Italie pour la Suisse en 1955, et exercer à l'hôpital psychiatrique de Monthey. Il nous confie avoir, au final, fait plus de psychanalyses que Freud! Devenu professeur en psychiatrie, il a été précurseur, dans les années 70, de l'étude des comportements sexuels. Auteur de plus de 30 livres, il continue aujourd'hui d'avoir des patient.e.s et mener des consultations.

Causes Communes : Docteur Abraham, vous avez 91 ans, qu'est-ce qui vous fait continuer d'exercer votre métier ?

Dr Abraham : La passion. La curiosité et l'envie. Cela ne relève pas d'une question d'âge. C'est quelque chose de plus intime et complexe, tout comme le désir et la

sexualité en fait. Avec l'âge, selon ce que j'observe, la sexualité évolue. Elle s'adapte, se modifie. C'est complexe et c'est beau. Il y a des nuances, quelque chose de féminin plus marqué apparaît chez l'homme. A l'inverse, il y a plus de masculin chez la femme. L'âge permet de s'affranchir de corsets sociaux. Les émotions y deviennent plus intenses. Elles deviennent en fait très importantes avec l'âge.

Quelles sont les difficultés que l'on peut éprouver en vieillissant ?

En vieillissant, il y a parfois un désintérêt pour le corps qui vieillit. On se trouve plus fatigué, moins vaillant. Parfois, cette fatigue se transforme en rage, car on a moins de recul sur ses émotions. Cela peut venir d'un dégoût de son propre corps, dans une sorte de conversion de la mésestime. Pour moi, quel que soit l'âge, il est important d'appivoiser et d'adapter sa sexualité, sans jugement. Enfin, chaque individu est différent. Il ne faut pas généraliser. La sexualité est faite de fantasmes, d'imaginaires. D'autant plus à un âge avancé. Mais le plaisir devient fugace. L'orgasme est presque là, puis il n'est plus là. Le corps change. La sexualité est pleine de nuances, le plaisir est fragile. On l'oublie parfois, mais les plus âgés ne peuvent l'oublier. On trouve alors de l'érotisation insoupçonnée. L'arthrite, l'arthrose peuvent-être érotisées. L'âge n'est pas du sable. Regardez bien, il y a de l'or. La sexualité de la personne âgée, c'est un trésor insoupçonné, parce que l'on y trouve des petits trucs cachés.

Vous parlez des émotions, en quoi le fait de vieillir les aiguissent-elles selon vous ?

Disons d'abord que l'on a des émotions à un âge avancé. La honte, la jalousie, l'envie. C'est peut-être contraire aux représentations que certain.e.s ont des personnes âgées. C'est aussi peut-être parce qu'avant c'est plus refoulé, on a plus à perdre à laisser transparaître ses émotions. A un âge avancé, des barrières tombent, des censures sont levées, ou alors la personne n'est plus capable de les contenir. Je questionne souvent mes patient.e.s en leur demandant quelles sont les parties qu'ils aiment le plus. Ce sont en général les parties qui ne vieillissent pas que les gens préfèrent. Les yeux, par exemple. Avec l'âge, le rapport à son propre corps devient partialisé. Il y a des découpages qui se font et des parties qui en sont comme retirées.

Vous parlez de rage dans le rapport à son corps vieillissant, c'est quelque chose qui est peu thématiqué, non ?

En effet, c'est un tabou. On n'a pas envie de parler de cela, et de se projeter dans un corps vieillissant. La société met en avant les corps jeunes et immortels. C'est encore plus difficile pour une femme que pour un homme, la pression est plus grande évidemment. Le nombre d'hommes jeunes qui n'ont pas la barbe, c'est une minorité aujourd'hui. Mais attendez de voir le jour où ils commenceront à avoir des poils blancs dans la barbe. Les hommes ont également leur coquetterie et leur angoisse de vieillir.



Mais le poids du vieillir, s'il tombe sur les deux genres, frappe bien évidemment plus fortement les femmes : premières rides, premiers cheveux blancs, ménopause, cela peut être très compliqué à vivre. Il manque de lieux pour parler de tout cela.

Quels liens faites-vous entre sexualité et politique ?

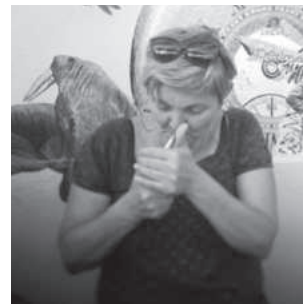
Je vais vous répondre avec deux petites histoires. Il y a de cela des années, j'étais allé voir des nudistes. Tous types de corps, de tous âges, dans une sorte d'égalitarisme. J'ai vu un homme nu allongé. Cet homme avait eu subitement une érection. Il s'est alors levé d'un bond pour se jeter dans l'eau. Il ne pouvait supporter que l'on voie un désir en lui. Je mets ce souvenir en balance avec un autre souvenir. En 1938, il y a les lois raciales en Italie. J'ai 11 ans. On n'est pas loin de Gênes, nous sommes habillés en petits fascistes. Mussolini devait passer devant nous. Je me retrouve donc devant le Duce. Mussolini est alors apparu, quand soudain un train a surgit, ce qui l'a totalement effrayé. J'avais 11 ans. Pour moi, c'était un choc de voir cet homme, le Duce, le capo, le grand chef, qui avait laissé poindre sa terreur. Il avait eu une émotion qu'il n'avait pu esquiver. Comme une érection. Mussolini dressé dans sa voiture. Mussolini que l'on retrouvera plus tard pendu comme une chose piteuse, honteuse, suspendue à un gibet.

Quand on parle de sexualité, on en vient souvent au plaisir, essentiel. S'émousse-t-il avec l'âge ?

Le plaisir devient surtout plus complexe avec l'âge, et donc plus profond. Les émotions évoluent également avec l'âge. La tendresse, selon moi, prend plus d'importance aussi. Dans le vieillir, tout peut être érotisé. Les parfums, les baisers, la nourriture, faire une promenade ensemble, tout. Il y a beaucoup de nuances qui peuvent être très érotiques. Et c'est très beau. A mon avis, il faudrait davantage le valoriser.

QUATUOR FÉMINISTE

ENTRETIENS JANNICK FRIGENTI EMPANA



Quatre entretiens, quatre voix de femmes composent une mélodie, parfois douce, parfois revendicatrice, sur les enjeux financiers de choix de vie personnels et professionnels les conduisant aujourd'hui sur le passage de la vie active à la retraite, plus ou moins proche. Quatre voix polyphoniques, dont la plus jeune est juste cinquantenaire, s'interrogent ouvertement sur le mot senior.

Laurence Fehlmann Rielle,
conseillère nationale

Laurence, quelques mots sur toi ?

Je suis licenciée en sciences politiques et diplômée de l'IDHEAP. J'ai fait un master en santé publique beaucoup plus tard alors que j'étais active dans la prévention. Pendant mes années d'étude, mes emplois étaient alimentaires. J'avais 27 ans quand j'ai cherché du travail sérieusement pour la première fois. Là je me suis heurtée à deux facteurs qui ont prêté ma recherche d'emploi : mon âge et un manque de réseau bien que je sois genevoise. Comme j'étais mariée et que j'avais 27 ans, les employeurs craignaient que je ne fasse des enfants. Aujourd'hui il me semble que cela a évolué pour les jeunes femmes. J'ai toujours travaillé à plein temps, mais si j'avais eu des enfants, j'aurais probablement fait le choix du temps partiel. Quelle que soit la situation, avoir un emploi est primordial pour conserver son indépendance financière. Quand j'ai commencé à travailler, la LPP venait d'être instaurée comme obligatoire. Mais je dois avouer

qu'à l'époque la retraite me semblait bien loin et que je n'étais pas préoccupée par les cotisations sociales ! Pour tout dire, je trouvais même que la LPP me coûtait trop cher.

Qu'évoque le mot senior pour toi ?

Ce sont des travailleurs.euses entre 50 et 65 ans. Je remarque que c'est le marché du travail qui déclare vouloir valoriser l'expérience, mais qui met de côté celles et ceux qui en ont, dès 50-55 ans. On pourrait dire que l'espérance de vie s'accroît et la longévité au travail diminue.

Quels sont les enjeux politiques pour les seniors ?

L'emploi. La part de vie où on est actif se rétrécit, les travailleurs.euses sont considérés.e.s comme actifs.ves entre 30 et 50 ans. Je vois aussi des enjeux de formation continue : dans le cas de licenciements prévus, le plan social devrait prévoir systématiquement des mesures de formation à la charge de l'employeur. Aussi, il faudrait revaloriser les seniors lorsqu'ils/elles sont proches aidants.

Que pourrait faire le pouvoir politique ?

Il faudrait poser des conditions en cas de licenciement des seniors. A ce sujet, il y a eu une tentative d'initiative parlementaire, malheureusement balayée, d'un conseiller national socialiste, Corrado Pardini. Celle-ci proposait que des mesures soient mises en place lors de potentiels licenciements, si le/la senior avait plus de 55 ans, qu'il/elle avait plus de 10 ans d'entreprise et que la société prouve qu'elle ne le/la remplace pas par quelqu'un de moins payé.

Lydia Schneider Hausser,
travailleuse sociale, ancienne députée

Lydia, quelques mots sur toi ?

Je suis travailleuse sociale de formation et ai été coordinatrice d'une association. Actuellement je suis responsable de formation pour adultes dans le domaine des addictions. J'ai quatre enfants adultes, et un petit-fils. J'ai parallèlement toujours été très active au sein d'associations.

Que peux-tu nous dire sur les aspects financiers de ton choix de vie ?

L'autonomie financière, c'est un équilibre dans le couple. J'ai toujours travaillé à temps partiel, estimant qu'il était nécessaire de varier les activités, et mon mari à 100%. J'ai par contre visé des gains suffisants pour rester libre de mes choix. C'est aussi pour cela que j'ai externalisé les tâches éducatives (mes enfants ont tous été à la crèche) et ménagères.

Ferais-tu les mêmes choix aujourd'hui ?

Oui, tout pareil. S'il s'agit de liberté financière en vue de la retraite, et je dois dire que j'ai beaucoup de peine à m'y projeter, il faut dire que le partage de la LPP est relativement correct et équitable, lorsqu'on est mariés. Mais je suis une privilégiée, car les évolutions du marché de l'emploi ne doteront pas les LPP futures aussi bien que pour notre génération.

Qu'évoque le mot senior pour toi ?

Il me fait penser à une zone grise où on n'est plus des jeunes mais où on n'est pas encore des anciens. On ne sait pas où ça commence et où ça finit. *Senior* est une appellation un peu artificielle et difficile à définir. Je ne m'y reconnais pas encore vraiment car je suis encore active et je suis une formation.

Quels sont les enjeux pour les seniors, selon toi ?

Éviter la solitude. Des structures existent pour les enfants, pour les jeunes. Il faudrait imaginer des structures pour les seniors. Le phénomène urbain accentue la solitude. En effet, dans les villes, les seniors n'ont pas de rôle assigné, comme celui de l'ancien dans les villages. La question est celle de l'inclusion des seniors. Éviter la rupture numérique. L'État devrait permettre à ce que des prestations subsistent pour permettre, en l'occurrence, de garder des magasins réels (vente personnalisée).

Que devrait faire le pouvoir politique ?

Dans le cas de la solitude des seniors, on pourrait ajouter des sommes aux subventions des associations qui s'engagent à fournir des prestations orientées seniors. Une autre piste serait de faire participer, sur une base volontaire, des bistrotiers qui serviraient des repas aux seniors afin de leur éviter de manger seuls. Les seniors seront une population toujours plus importante dans les années à venir. Il faut donc penser à adapter les prestations à leurs besoins.

Marianne Frischknecht, ancienne déléguée à l'égalité du Conseil d'Etat, co-fondatrice de F-information

Marianne, quelques mots sur toi ?

Le premier qui me vient à l'esprit, c'est la décision fondamentale que j'ai prise, jeune étudiante en droit, de ne jamais me marier. L'ancien droit du mariage, modifié en 1991, était, à mes yeux, inacceptable. Je me suis formée jusqu'à l'âge de 30 ans, puis pendant environ 7 ans, j'ai cumulé plusieurs emplois à temps partiel : enseignante en droit, juge suppléante à la Chambre des tutelles, juriste à l'Office du personnel de l'Etat à mi-temps, co-fondatrice de F-information y assurant une journée de permanence, tout en accueillant mes deux premiers enfants. En 1987, ma vie a basculé : c'est l'ouverture du Bureau de l'égalité et Jacqueline Berenstein me propose de soumettre ma candidature acceptée par le Conseil d'Etat. En 1991 et 1992, naissent mes deux autres enfants. Ce n'est qu'en 1995, avec Micheline Calmy-Rey conseillère d'Etat, que j'obtiens de travailler à 80 %, un bref répit puisque je reprends à 100 % avec Martine Brunschwig-Graf en 2002 lorsque je rejoins le Secrétariat Général du Département des finances. Travailler à 100 %, plus qu'une obligation, a été une décision visant le long terme. Non seulement elle m'assurait une indépendance financière, mais aussi une plus grande capitalisation de ma LPP. De surcroît, le père de mes enfants a toujours dû s'impliquer pour ceux-ci. Je n'étais pas là, surtout en cas d'urgence !

Qu'évoque le mot senior pour toi ?

Pour moi c'est clairement quelqu'un.e hors du circuit professionnel, autrement dit un.e retraité.e. Je ne me suis jamais sentie senior au Secrétariat Général, bien que lorsque Charles Beer m'a proposé le poste de Secrétaire Générale, j'avais déjà 58 ans. Depuis que j'ai pris ma retraite, à l'âge de 64 ans, je suis senior et ça me va très bien. Pour tout dire, je me suis formée pendant 30 ans, j'ai activement travaillé pour le service public pendant 30 ans, et je compte bien vivre ma retraite pendant 30 ans, comme une belle récompense et une liberté retrouvée. En ce qui me concerne, en effet, je n'ai pas de mari, mes enfants sont formés et engagés professionnellement, mes parents sont décédés et je ne suis pas encore grand-mère. Je n'ai donc pas encore de *care* à assurer. J'apprécie tout particulièrement cette nouvelle disponibilité et ce temps pour moi et pour les autres.

Quels sont les enjeux politiques des seniors pour toi ?

Je vais être quelque peu iconoclaste : je suis anti-EMS ! Nonobstant la qualité de ces établissements et de l'accompagnement offert, ils restent des ghettos pour nos vieilles et nos vieux. J'aimerais que l'on développe des coopératives intergénérationnelles, des appartements partagés. Il faut impérativement réfléchir à de nouveaux concepts de l'habitat qui permettent de développer de nouvelles solidarités. Le deuxième point, qui est un corollaire du premier : je souhaite à chacun.e de mourir en bonne santé. C'est en tout cas l'objectif que je me suis fixé. Par cette affirmation, je souhaite que l'on mène une réflexion approfondie sur la question de la fin de vie, en particulier sur un accès facilité, pour ceux et celles qui le souhaitent, à l'euthanasie passive ou active. Je ne vois aucun intérêt à la souffrance, à la dépendance et à la déchéance, même correctement accompagnée, d'une fin de vie. Une bonne et longue vie devrait pouvoir se terminer par une mort dans la dignité.

Les enjeux pour le PS ?

Le PS doit impérativement travailler sur le 2ème pilier qui grève de manière sévère la retraite des femmes qui le plus souvent engagées à temps partiel ne peuvent pas suffisamment capitaliser. Il faut pouvoir cotiser à son deuxième pilier dès le 1er franc gagné.

Jacqueline Ricciardi Werlen, comédienne, féministe

Jacqueline, quelques mots sur toi ?

Je suis comédienne, j'ai été formée dans une école de théâtre. Mon plan de carrière, avec la naïveté de mes 20 ans, se limitait à

vouloir faire partie du monde des artistes. Si j'avais connu les répercussions financières, je n'aurais pas fait ce choix. Je dis cela avec le regard et le parcours de vie d'une femme de 50 ans. Il est vrai aussi que j'ai à chaque fois décliné des propositions de travail plus stables, car être comédienne, c'est une forme de liberté.

Quels sont les aspects financiers de ton choix de vie ?

Je travaille à plein temps, même si je suis une intermittente du spectacle. C'est du travail sur appel et les sommes gagnées dépendent des mandats. Cet argent est plus qu'un appoint pour le couple, c'est mon argent, celui que je peux dépenser pour mes besoins. C'est un facteur d'indépendance. Mon choix d'être artiste, de travailler sur mandat, aura un impact financier sur ma retraite. Mes cotisations sociales ne sont pas élevées. Le prélèvement de la LPP n'est pas systématique.

Le thème de ce numéro de Cause Communes porte sur les seniors. Te reconnais-tu dans ce mot ?

Non, le mot me choque.

Qu'évoque le mot *senior* pour une comédienne ?

Je suis une femme senior et dans la négociation des cachets, je ne tiens pas le couteau par le manche. On est très vite obsolète, en tant que femme particulièrement.

Quels sont les enjeux touchant aux seniors dans ton métier ?

Le monde du théâtre est aujourd'hui composé de personnes issues de bonnes familles. Ce sont des personnes qui se posent moins la question des moyens. J'avais moins de libertés et de perspectives, car je n'avais pas les moyens de déléguer les tâches éducatives et ménagères. Je n'ai pas pu m'investir dans mon métier avec le temps et l'énergie nécessaires à la construction d'une carrière qui m'aurait permis de mieux gagner ma vie.

Quels sont les enjeux politiques pour les seniors selon toi ?

J'aimerais une vraie reconnaissance et valorisation du *care*. L'invisibilité du *care* est une vraie injustice, intime, financière et politique vis-à-vis des femmes. Ces dernières investissent du temps de manière tout à fait bénévole, qui ne leur est pas reconnu et qui a un impact financier pendant leur vie active et par la suite, à l'âge de la retraite.

SOLIDARITÉ

DE LA PRISE EN CHARGE



OLIVIA BESSAT

L'âge avançant, les problématiques de santé et d'autonomie pointent leur nez : où va-t-on vieillir et comment ? Va-t-on dépendre de quelqu'un pour faire ces choses de la vie courante qui nous paraissent aujourd'hui évidentes ? Sera-t-on en assez bonne santé pour vieillir chez soi ? Va-t-on dépendre d'un système d'assistance médicale, d'un proche aidant ? Pourrions-nous nous le permettre ?

Le choix du maintien à domicile

La plupart des sources faisant état du vieillissement de la population l'affirment : d'ici 2040, le nombre de personnes de plus de 80 ans aura doublé, leur nombre augmentant déjà quatre fois plus vite que celui de la population en général. Ajoutez à cela l'augmentation de la durée de vie, une qualité de cette même vie qui peut rapidement se dégrader, et c'est toute la gestion et la prise en charge des seniors, ainsi que leurs options pour l'avenir qui se retrouvent chamboulés. Il est techniquement impossible de compenser ces augmentations par le développement d'équipements sanitaires. Il manquera toujours plus de places en EMS, et de personnel pour prendre en charge les personnes nécessitant des soins. Le Canton de Genève mise donc sur des solutions de maintien à domicile le plus

longtemps possible, afin d'éviter une hospitalisation dans un système déjà engorgé. Cette stratégie coïncide bien avec l'objectif de beaucoup de personnes, préférant vieillir à domicile, dans un contexte où les témoignages douloureux sur les conditions de vie en EMS et la surmédicalisation des seniors sont légion.

L'IMAD en chiffres

En Ville de Genève, comme dans le reste du Canton, plusieurs institutions se chargent déjà de cette tâche. C'est cependant à l'Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD), établissement public autonome reconnu d'utilité publique, que revient la majorité de ces prises en charge (à plus de 60%). En 2017, le nombre de client.e.s de 65 ans et plus (13'096) représente 76.1% de sa clientèle et le nombre de client.e.s de 80 ans et plus, 49%. Le nombre de client.e.s de 80 ans et plus, bénéficiant de soins, a augmenté de 12.4 % depuis 2013. Vous avez sans doute croisé un des vélos de l'IMAD mis à disposition de ses collaborateurs.trices sillonnant la ville ou stationné en bas de votre immeuble. L'IMAD fournit des prestations d'aide, de soins et d'accompagnement (soins infirmiers, hospitalisations à domicile, ergothérapie, livraisons de repas, aide pratique, ménage, etc.). Ses prestations concernent les seniors (49% des patient.e.s ont plus de 80 ans) mais aussi les enfants et adultes malades ou handicapé.e.s, ainsi que les familles en difficulté, les personnes en fin de vie. L'IMAD compte 2240 collaborateurs.trices pour 17'206 clients. 6800 prestations sont délivrées chaque jour. Néanmoins, beaucoup de seniors ne bénéficient pas des services de l'IMAD. C'est le cas des personnes dépendant de leur cercle familial ou amical.

On parle alors de proche aidant. Pour ces proches aidants, la tâche est ardue. Les soins aux personnes âgées ne sont pas choses aisées. En témoignent les chiffres fournis par l'IMAD et son unité d'accueil temporaire de répit (UATR) : 15'525 heures prestées de soins en UATR et 10'290 journées d'hébergement. Le nom de l'unité en lui-même dépeint également une réalité assez crue de la prise en charge de personnes à domicile.

Ces chiffres sont significatifs, et exigent de la part du personnel de l'IMAD, dont beaucoup sont mis à contribution 7 jours sur 7, un engagement et une gestion rigoureuse. Le taux d'absentéisme au sein du personnel a été relayé à maintes reprises par la presse ou les syndicats, ce qui est souvent un indicateur d'une souffrance au travail, alors même que la direction, qui a mis en place un plan de gestion Cap'139 pour faire face à ces défis, témoigne de difficultés à recruter du personnel soignant, face à un nombre de prestations qui n'est destiné qu'à augmenter.

Une économie parallèle d'assistance

Il existe une économie parallèle de la prise en charge des seniors, par des personnes employées au noir, et qui par conséquent ne bénéficient d'aucun filet social attendant à leur activité professionnelle. Un senior explique : *Dès que je serai trop faible pour me débrouiller tout seul, je vais trouver une personne étrangère pour venir s'occuper de moi. Je ne peux pas compter sur mes fils, ils ont leur vie, et puis on n'a pas ce genre de relations-là. Il y a plein de réseaux pour trouver quelqu'un, des petites annonces dans les supermarchés par exemple. Pour moi c'est ce qui est le plus*



abordable financièrement. Il est difficile de savoir si c'est par méconnaissance des options de prise en charge à disposition ou si résolument il n'aurait pas les moyens d'accéder à une aide officielle. L'emploi au noir fait définitivement partie du paysage de la prise en charge des seniors et de leur maintien à domicile. Cela n'est pas acceptable.

Lutter contre l'isolement

Enfin, au-delà de la prise en charge des problèmes physiologiques liés au vieillissement par les prestataires de services au maintien à domicile, comme en témoigne une aide-soignante des HUG : *On a beaucoup de personnes âgées qui arrivent aux urgences le soir, la nuit, les jours de fête aussi, comme Noël ou le Nouvel An. C'est un peu fou, mais on finit par devenir un lieu rassurant où tout peut être mis en place en cas de problème, avec des infirmier.e.s aux petits soins. Ça tranquillise beaucoup certaines personnes, notamment celles qui malheureusement sont assez isolées.*

Tous les membres de la société devraient être mobilisés dans la lutte contre l'isolement des personnes âgées, autonomes ou en EMS. On voit déjà des partenariats avec les crèches, notamment aux Eaux-Vives, des associations qui visitent les personnes âgées à leur domicile, mais aussi le voisinage et les commerçant.e.s. Tout le monde a un rôle à jouer dans ce système dont chacun.e bénéficiera un jour.

PAS D'ÂGE POUR S'ENGAGER!



ENTRETIEN SYLVAIN THÉVOZ

Martine Sumi, figure du parti et militante de longue date, engagée auprès des aîné.e.s, rappelle les sources de la motivation l'ayant conduit au Conseil municipal et plus récemment à être élue au bureau du Conseil municipal comme 2e vice-présidente.

Sylvain Thévoz : Peux-tu nous dire en quelques mots qui tu es, et d'où vient ton engagement pour le socialisme ?

Martine Sumi : Très rapidement, avant mes 10 ans, je suis devenue féministe, ignorant bien entendu ce que signifiait ce terme. Ensuite, un parcours très intense m'a amené à toutes les formes du féminisme, en particulier dans le monde associatif, institutionnel, syndicaliste et académique. Vers mes 50 ans, j'ai eu envie de rejoindre le Parti socialiste. Ce n'était pas simple pour une convaincue des structures non-hiérarchiques, passionnée par la co-gestion et de la co-décision, ce que j'aime particulièrement dans les associations féministes, d'entrer dans ce type d'organisation très patriarcale. Amelia Cristina m'a particulièrement motivée à poursuivre le combat féministe à l'interne et à porter les causes importantes au sein des parlements. Je me suis engagée avec joie au sein du Parti socialiste, tenant tête au fur et à mesure que mon âge avançait, aux obstacles à l'égalité entre femmes et hommes. Parmi les succès, le nouveau droit matrimonial, l'assurance-maternité, les places

en structures d'accueil pour la petite enfance, la reconnaissance par le monde du travail des compétences acquises durant la période consacrée au foyer, la valorisation économique des métiers dits féminins, et le fait de pouvoir s'absenter de son lieu de travail lorsqu'un enfant est malade, sans voir son salaire diminué, etc. Aujourd'hui grand-maman de quatre petits-fils et d'une petite-fille, j'ai plus que jamais envie de m'engager pour eux, pour elle. Les valeurs socialistes d'égalité, de justice, de partage sont les miennes. La tâche est lourde, mais elle ne m'effraie pas. Quant à ma place de senior, il faut la découvrir et la construire avec ténacité en luttant toujours contre les discriminations.

Tu t'es beaucoup engagée au sein de l'association Gymnastique Seniors Genève (GSG). Comment s'est organisé cet engagement, et pourquoi dans cette association ?

On est venu me chercher à un moment où j'avais envie de passer des préoccupations de femme en carrière professionnelle et maman à celui où l'on découvre une autre facette de la vie plus tournée vers à la fois la mise à disposition d'actions sans retour direct sur sa vie, mais aussi vers la préoccupation du corps qui vieillit et dont il faut prendre soin pour être bien tout simplement. J'ai en toute modestie transformé, en 9 ans de bénévolat, une petite association excellente mais peu reconnue en une structure professionnelle offrant des cours de qualité pour les aîné.e.s, mais aussi des conditions de travail digne du XXI^{ème} siècle pour un monitorat à 90% féminin. Avant mon arrivée, en cas de maladie, le

monitorat n'était pas rémunéré. C'était carrément moyenâgeux comme pratique.

J'ai également ancré Gymnastique senior Genève au sein des autres associations sportives, afin de ne plus laisser un ghetto vieux & vieilles en marge du sport dans notre canton. Cela me semblait très important de créer des ponts, non seulement avec le sport, mais aussi avec l'aspect santé, toujours plus prioritaire avec les années.





Tu es très présente aux événements de Cité Seniors, lieu d'information et d'échange dédié aux aîné.e.s. Quelle est ton appréciation sur cette institution dédiée aux aîné.e.s ?

J'ai découvert Cité Seniors lors de ma présidence de la GSG. J'ai immédiatement savouré les nombreuses prestations offertes aux seniors lors des magnifiques moments intergénérationnels. Ce lieu répond très bien à une partie des besoins des aîné.e.s, tout ne pouvant être concentré ni en un lieu ni une thématique. Les seniors diffèrent les un.e.s des autres autant qu'à n'importe quel moment de la vie. J'ai appris à aimer mes pair.e.s, car rares sont les aîné.e.s qui ont encore quelque chose à prouver. Les contacts sont clairs, sans mystère. Quand tout va bien, tout va très bien. Si ce n'est pas le cas, personne ne met de gants pour faire semblant ou s'épuiser à entretenir des relations non satisfaisantes. Cette ambiance saine me plaît.

Tu sièges désormais au bureau du Conseil municipal comme 2e vice-présidente. Quelle est ton appréciation de ce bureau dont le fonctionnement, très masculin, a été mis en lumière ces dernières années ?

Je n'aime pas du tout la hiérarchie. Je suis une fervente adepte de la co-gestion, de la discussion et des décisions partagées par le plus grand nombre. Ce n'est pas un système simple, je le concède. Il prend beaucoup d'énergie, mais évite de s'endormir sur ses lauriers. Oui le bureau du CM est très masculin, même militaire, selon mon ressenti. Les femmes n'ont pas encore réussi à imposer des changements de fond au fonctionnement de la politique partisane et parlementaire.

Pourquoi ai-je voulu accéder à la 2ème vice-présidence ? Pour ma mère qui est morte sans avoir eu le droit de vote, pour ma génération qui devait faire plus de points à l'école pour avoir la possibilité d'étudier. Avec ce mandat, j'essaie de réparer ce que j'ai toujours vécu comme une grave injustice. L'accès si tardif des Suissesses au droit de vote est beaucoup trop banalisé lors des débats autour des actions pour rattraper tous les dysfonctionnements hérités de tant de siècles d'inégalité. J'aime également rencontrer les fonctionnaires de la Ville, apprécier leur travail de haute qualité pour la population. J'aime me rendre compte sur le terrain des progrès des prestations pour les habitant.e.s de notre commune dans des domaines variés, allant de la petite enfance, en passant par la culture, le sport, etc. C'est un honneur pour moi de vivre ce moment. Je me sens en harmonie avec la Ville bien plus qu'avec le Bureau lui-même.

Tu as signé avec Maria Casares une motion socialiste pour qu'il y ait davantage de bals pour les aîné.e.s en Ville. En quoi cette dimension de la danse est-elle particulièrement importante ?

C'était en lien avec des valeurs partagées depuis longtemps avec cette super copine combattante et aussi avec mon expérience de la GSG. Le mouvement est une des bases de la vie et de la santé. La danse y associe la musique, la joie, la rencontre. Cité Seniors et d'autres partenaires offrent ce type de bals, mais cela me semble une très belle manière de faire davantage de place aux seniors.

Un combat emblématique à porter pour les socialistes d'ici à la fin de législature en 2020 ?

Cela va peut-être sembler étrange au vu de mes 62 ans mais pour moi tant que le droit à une place pour ses enfants en crèche ne sera pas atteint, il ne sera pas possible d'introduire véritablement des valeurs féministes dans l'organisation de la cité. Le poids du manque de place pèse toujours principalement les mamans.

Genève ne serait pas Genève si... ?

...Calvin n'y avait installé la Réforme. Eh oui je suis née Viret, de Pierre Viret, un copain à Jean.

Quels sont, à ton avis, les défis majeurs concernant le vieillissement de la population à Genève ?

Je pense qu'il faut davantage de places dans les espaces collectifs allant des maisons de quartiers aux lieux pour partager des activités comme des cours de danse, de la gymnastique. Il faut éviter de créer des séparations, mais plutôt faire preuve d'imagination pour vivre ensemble plus longtemps, et surtout en bonne santé. Probablement qu'un des défis majeurs en lien avec le vieillissement de la population à Genève et dans le monde interroge le sens de la vie et comment être et se sentir utile et socialement relié à tout âge.

PERSONNE N'Y CROYAIT...



MANUEL TORNARE,
CONSEILLER NATIONAL

Responsable de la politique sociale de la Ville de 1999 à 2011, je m'étais rapidement rendu compte, dès mon entrée en fonction, qu'il fallait créer un lieu, des lieux pour les aîné.e.s, mieux adaptés que ceux existants, à leurs envies, besoins, à leur soif de connaissances, dont l'informatique, et à la lutte contre la solitude. Des lieux donc qui tiennent compte de l'allongement de la vie des seniors: en 50 ans, elle s'est accrue de 15 ans. Dans Molière (L'Ecole des femmes), on parle d'un vieillard de 50 ans. Les temps, médecine et hygiène obligent, ont bien changé. On vit bien plus longtemps désormais et en bien meilleure santé.

La Cité Seniors

La Cité Seniors fut pensée sous ma conduite par mon équipe de collaborateurs.trices, dont Véronique Pürro, cheffe du Service social, et mon directeur de Département, Philippe Aegerter. En ligne de mire : animations, débats, formations, cours, culture, sport, repas en commun, leçons d'informatique, volonté d'intégration de seniors de

différentes origines, ouverture sur la cité, contacts intergénérationnels, lutte contre l'isolement. Bref, une palette vaste et ambitieuse, séduisante et utile. Mais comme toujours, on est à Genève, et les sceptiques et les opposant.e.s se manifestèrent avec les « armes » que l'on connaît bien. On tint bon.

Deux volontés...

Ma volonté de créer un lieu sous un même toit, assurant ces missions, se conjuguait avec une volonté posthume. Cette volonté posthume portait un nom : Émilie Louise Zell. Sa vie fut un vrai roman. Juive allemande, danseuse dans les cabarets du Berlin de la République de Weimar, d'une beauté éclatante et ravageuse, elle comprit, dès l'arrivée de la peste brune hitlérienne, le sort que ces barbares allaient lui réserver, comme à ses coreligionnaires. Elle quitta l'Allemagne, quand il en était encore temps, et arriva en Suisse en 1936. Sans le sou, démunie, hagarde et affamée. Elle décida de s'installer à Genève. L'ancêtre du Service social de la Ville l'accueillit, la nourrit, la blanchit et assura son existence financière pendant plusieurs mois. Elle se maria à un riche Genevois dont elle divorça rapidement, un brave homme lui assurant une pension la mettant à l'abri du besoin. Elle décéda en 1999 et, sans héritier, légua sa fortune à la Ville de Genève en précisant dans son testament (il est dans un coffre du Département de la Cohésion sociale et de la solidarité) que cette donation était destinée exclusivement au Service social, en précisant : pour les aîné.e.s, en reconnaissance... bien-sûr ! 24 millions en obligations, titres et actions, des biens immobiliers, des bijoux, etc.

Deux nouveaux lieux pour les aîné.e.s

C'est ainsi que je proposai à mes collègues de l'Exécutif de prendre sur les intérêts de la donation Zell pour financer deux lieux :

- l'espace Zell (initiation à l'informatique pour les aîné.e.s à la rue du Beulet, occupant une partie de La Poste de St-Jean, que nous avons sauvée);
- la Cité Seniors.

Personne ne croyait au succès de la Cité Seniors. Grâce à l'argent d'une femme exceptionnelle, sans un sou du contribuable, on accéléra, pour une cause noble, la mise en œuvre d'une institution de politique sociale communautaire, devenue incontournable. Qui, aujourd'hui, aurait l'idée de remettre en question la Cité Seniors ? On vient, en effet, de toute l'Europe pour observer au quotidien des activités qui répondent à de réels besoins et apportent du bonheur à une partie de nos aînés.e.s et s'intègrent parfaitement dans le quartier des Pâquis.

MAGIE DE LA RENCONTRE, AVEC ET POUR LES SENIORS



SANDRA VENTURINI,
MEMBRE DU COMITÉ ESPRIT NOMADE

Depuis sa création en 2011, Esprit Nomade développe des projets novateurs de sensibilisation auprès de la population genevoise, accessibles à tout un chacun, et qui favorisent l'insertion de personnes d'origine étrangère. L'association a ainsi mis sur pied, avec ces dernières, des activités de proximité permettant de valoriser leurs compétences et leur culture d'origine auprès des habitant.e.s.

Dès 2012, des visites guidées ont été organisées avec la collaboration de personnes d'origine étrangère et une guide professionnelle, de même que des séances d'information interactives et conviviales chez l'habitant.e. depuis 2014, qui enthousiasment les participant.e.s. Nous avons travaillé en priorité avec des personnes provenant de groupes régulièrement stigmatisés (ex. originaires des Balkans, d'Afrique, du Moyen-Orient, requérant.e.s d'asile, de confession musulmane, etc.), afin de déconstruire les préjugés du public présent.

Une de nos priorités est de toucher des personnes souvent éloignées des vécus et quotidien de l'autre. Attentifs à l'intergénérationnel, nous avons proposé notamment à des institutions travaillant avec des

seniors et des jeunes d'y participer conjointement. De ce fait, notre équipe a côtoyé dans ce cadre nombre d'ainé.e.s et échangé sur leurs parcours qui émerveillent par leur richesse. Parmi eux, celles et ceux issu.e.s de la migration nous ont ainsi conté les étapes passionnantes, voire difficiles, de leur vie.

La culture, un moyen de sensibilisation

La richesse de ces trajectoires est très peu visible en Suisse. Nous avons donc décidé, en 2017, de monter une exposition unique en Romandie, intitulée : *Une vie bien remplie : parcours de vie migratoires des plus de 60 ans*. Elaborée par une équipe spécialisée, elle est composée de dix parcours de vie diversifiés de seniors d'origine étrangère, accompagnés d'un éclairage scientifique de Monsieur Bolzman, professeur à la Haute Ecole de Travail Social (HETS). Ce fut une superbe expérience pour toute l'équipe de travailler sur ce projet, de très belles rencontres ont eu lieu. Le temps s'est arrêté quelques instants. La magie a opéré.

Ecrits avec sensibilité, les textes biographiques nous ont permis d'insérer nombre d'informations permettant de travailler sur les clichés et de favoriser une meilleure compréhension de leur vie quotidienne. La partie scientifique de l'exposition aborde les thématiques suivantes. Être âgé.e, une notion complexe et subjective; les statistiques des seniors étranger.e.s en Suisse; parcours à la retraite diversifiés, reflet de la trajectoire de vie de chacun.e; ainsi que les contributions multiples de ces seniors à la société locale.

Impliquer divers publics

Nous avons sensibilisé l'année passée environ 1'500 personnes avec cette exposition, notamment des jeunes de l'Université et de la HETS, de même que les habitant.e.s des Charmilles et de Sécheron. Les seniors né.e.s à Genève ont été souvent très touché.e.s à la lecture de ces biographies. Des discussions s'initiaient sur leurs ancêtres venu.e.s il y a quelques générations d'autres contrées. Les retours également très positifs des personnes visitant l'exposition, les échanges productifs créés avec elles autour d'actions ponctuelles de sensibilisation organisées en collaboration avec des ainé.e.s et jeunes dans ce contexte, montre l'importance de visibiliser ces seniors dont on ne parle que trop peu.

Suite à ces activités élaborées pour et avec les seniors, certain.e.s sont devenu.e.s bénévoles chez nous et d'autres, de même que des EMS, nous ont demandé de développer nos séances d'information participatives de manière itinérante et conviviale dans leurs murs. L'exposition poursuivra donc sa belle vie dans d'autres lieux à Genève en 2019.

Contact : Esprit Nomade 079.102.12.17
info@esprit-nomade.ch
www.esprit-nomade.ch

VIEILLIR SANS SE METTRE EN RETRAIT(E)



HANS PETER GRAF,
DOCTEUR EN SCIENCES POLITIQUES,
GÉRONTOLOGUE

Hans Peter Graf, retraité non pratiquant comme il se définit, est un membre engagé dans plusieurs associations, dont notamment le Conseil de la Fondation pour la Formation des Aînées et des Aînés de Genève (FAAG), à l'Université ouvrière de Genève (UOG). Hyperactif, généreux, il propose des formations et interventions également aux milieux associatifs ou syndicaux, afin de sensibiliser le public le plus large possible au phénomène du vieillissement, à son potentiel autant qu'à ses risques. Il propose, dans cet article, neuf pistes pour un regard plus adéquat sur l'avancement en âge.

1

Pour commencer, prenons conscience qu'après notre retraite de la vie professionnelle nous avons jusqu'à 25 ans, voire plus, de vieillissement devant nous, soit une période tout aussi longue que notre enfance et notre devenir adulte. Ce seront

des années avec des phases dissemblables, mais pour la majorité d'entre nous, probablement caractérisées par une relative bonne santé, sans déficience ni limitation majeures. Nous serons dès lors amené.e.s à nous réinventer tout au long de cette évolution, à redécouvrir la vie avec ses nouveaux plaisirs et défis, mais aussi à nous adapter continuellement et à apprendre.

2

Profitons de la vie, donnons-lui un sens, impliquons-nous, et développons des activités et projets qui nous apporteront des satisfactions, de l'estime pour nous-mêmes, ainsi que de la reconnaissance de la part des autres. Vieillir sans nous mettre en retrait(-e) nous permettra aussi de renouveler nos réseaux et d'éviter ou d'ajourner la solitude ou le déclin de nos compétences et capacités qui pourraient déboucher sur un état de dépression, hélas répandu parmi les personnes âgées. Mais ne tombons pas non plus dans un hyperactivisme, apprenons l'exercice difficile de lâcher prise, à réduire la voilure et mettre la barre moins haut.

3

Surmontons les vues prévalentes négatives sur le vieillissement (âgisme) et cherchons à saisir nos chances et opportunités au lieu de nous focaliser sur ses pertes concomitantes. En avançant en âge, nous resterons davantage que de simples bénéficiaires de soutiens et de soins de longue durée. Aujourd'hui, encore plus que par le passé, nous, aîné.e.s, continuons à jouer

un rôle essentiel pour nos pair.e.s et pour les jeunes générations. Nous constituons ainsi une ressource économique et sociale majeure pour la société, pour nos familles et nos communautés, que ce soit en tant que grands-parents, proches aidant.e.s, bénévoles, coach.e.s, ou citoyen.ne.s actifs et actives.

4

Prenons soin de nous. Mangeons bien et buvons suffisamment de liquide (pas trop d'alcool). Gardons et pratiquons la mobilité (30 minutes de mouvement par jour). Restons en contact avec les autres. Cherchons, accueillons et donnons des relations d'amitié et d'amour.

5

Informons-nous sur les réalités et les étapes du vieillissement, fréquemment caractérisées par une détérioration de notre santé et de notre indépendance fonctionnelle, pouvant déboucher sur des situations de fragilité, voire de dépendance fonctionnelle, précédant l'étape de la fin de vie. Ces réalités disparates s'ajoutent aux inégalités matérielles.

6

Découvrons les conditions et les attitudes qui nous permettront de maîtriser les différentes étapes et situations de la vie. Adaptions nos cadres de vie, mais développons aussi des savoir-faire et de nouvelles connaissances. Cherchons à acquérir des compétences et de nouvelles



capacités pour faire face à un monde en mutation et à des circonstances changeantes. Développons ainsi notre pouvoir d'agir (*empowerment*) pour vieillir futé.e plutôt que de subir notre vieillissement en victimes. Cette attitude améliorera notre qualité de vie et permettra aussi de compenser d'éventuelles déficiences liées à l'âge ou à des maladies souvent chroniques. Elle pourra ainsi prévenir ou retarder les conséquences néfastes de ces dernières, au cas où notre déclin organique déboucherait sur des situations d'incapacité, de handicap ou de dépendance fonctionnelle. Continuons à mener un style de vie actif physiquement et mentalement, afin de conserver notre indépendance fonctionnelle et nos capacités cognitives le plus longtemps possible.

7

Confronté.e.s à des situations de perte et de déclin, cherchons par la résilience à nous adapter à ces conditions difficiles, en recourant à la stratégie de Sélection - Optimisation - Compensation (SOC) et/ou en nous tournant vers un autre mode de vie, vers d'autres activités, ou une autre perception de la vie, notamment plus spirituelle. De plus, apprenons à vivre avec des limitations et, mais cela est encore plus difficile, à accepter de recevoir de l'aide et du soutien.

8

Ne confondons pas la perte d'indépendance fonctionnelle, qui est le besoin de soutien dans nos activités de la vie quotidienne, avec la perte de notre dignité ou de notre autonomie, qui est l'aptitude à maîtriser, affronter et prendre des décisions personnelles relatives à notre vie quotidienne dans le respect de nos propres règles et préférences. Même en situation de dépendance fonctionnelle, nous restons des adultes et non des enfants. Nous devons refuser de ne pas être considérés et traités comme des adultes.

9

Apprenons à accepter, voire à accueillir, les incontournables phases de déclin terminal et de fin de vie. Ce sont des moments de transition, comme l'a été notre naissance. Parlons-en avec notre famille, nos ami.e.s, les soignant.e.s et les docteur.e.s. Préparons nos directives anticipées et ou/notre planification préalable des soins, énonçant nos valeurs et souhaits, et les façons d'être traité.e.s et de partir. Restons ainsi acteur.e.s de notre vieillissement, jusqu'au bout.

POUR DES RETRAITES CORRECTES



ENTRETIEN GRÉGOIRE CARASSO,
DÉPUTÉ

Jean Spielmann, ancien conseiller national, préside l'AVIVO Genève depuis 2012. Forte de 10'000 membres, l'association a pour mission la défense et la détente des retraité.e.s et futur.e.s retraité.e.s.

Grégoire Carasso : Qui sont les seniors aujourd'hui ?

Jean Spielmann : Quand je pense aux seniors qui sont né.e.s avant 1945, je pense à celles et ceux d'avant la télévision, la pénicilline, avant les produits surgelés, les photocopies, le plastique, les verres de contact, la vidéo et le magnétoscope, et avant la pilule ! Nous étions là avant les radars, les cartes de crédit, la bombe atomique, le stylo à bille, les lave-vaisselles, les congélateurs, avant la climatisation et avant que l'humain ne marche sur la lune. Nous datons aussi de l'ère d'avant les HLM et les *pampers*. Pour nous, un ordinateur était quelqu'un qui conférait un ordre ecclésiastique, une puce un parasite, et une souris était de la nourriture de chat. Les paraboles se trouvaient dans la Bible, pas sur les toits. Un site était un point de vue panoramique, l'herbe était pour les vaches, un joint empêchait un robinet de goûter, et une cas-

sette servait à ranger les bijoux. Un téléphone cellulaire aurait été installé dans un pénitencier, etc. J'ai grandi avec mes trois sœurs et deux frères à la rue du Rhône, tout près du pont des Bergues. Comme il n'y avait pas de frigo, chacun.e à tour de rôle descendait le soir poser le bidon et le carnet pour inscrire la commande. Et nous posions les sous sur le carnet qui restait toute la nuit dehors et le matin vers 5 ou 6 heures, le laitier passait et livrait lait et beurre ! Imagine la scène aujourd'hui devant chaque allée de la rue du Rhône. Pas une seule fois des sous ont été volés. Nous, les seniors, sommes robustes et vivaces. Songeons à tous ces changements qui ont et continuent de bouleverser le monde, à tous les ajustements que le seniors ont su négocier.

L'AVIVO est un pilier associatif genevois. Peux-tu nous dire quelques mots sur son histoire ?

La vie de l'AVIVO est intimement liée à celle de l'AVS qui a été mise en place après de nombreuses années de luttes. Elle a été fondée en 1948 par des syndicats et des partis de gauche, et plus particulièrement par des membres du parti du Travail qui étaient tous des jeunes de moins de 30 ans. L'AVIVO Genève compte aujourd'hui plus de 10'000 membres cotisants et déploie ses activités au sein des luttes sociales et en faveur des loisirs et de la culture notamment.

Plus récemment, l'AVIVO a été directement représentée au sein de l'Assemblée constituante, puis tentée par l'aventure parlementaire au Grand Conseil. Est-ce son rôle ?

Nous ne devons faire aucune concession dans la lutte que nous conduisons pour les droits de chacun.e à un niveau de vie décent. Ces luttes impliquent la libre expression. L'AVIVO doit rester un lieu de participation active de chacun.e pour plus de cohésion sociale et moins d'injustice. Nous entendons bien poursuivre nos actions dans ce sens.

Dans le registre social et culturel, quelles sont les prestations proposées aux membres ?

En allant sur le site de l'AVIVO, on constate la richesse des activités sociales et culturelles que nous proposons. Il y a des activités pour tous les goûts et envies. L'objectif reste la cohésion sociale, le vivre ensemble et la solidarité, piliers de la lutte contre l'isolement.

Aidant chaque année plus de 1'000 personnes âgées, membres ou non de l'AVIVO, à remplir leur déclaration fiscale, l'association remplit une tâche publique déléguée par l'Etat. Ne devrait-elle pas bénéficier d'un soutien public cantonal ?

Oui, un soutien public serait légitime, mais



à l'AVIVO, nous tenons encore beaucoup à notre indépendance et à notre liberté d'action. Nous avons beaucoup d'espoir avec le nouveau Département de la cohésion sociale avec qui nous nous réjouissons de collaborer. La Ville de Genève nous aide dans de nombreux projets en faveur des personnes âgées aux prises avec des difficultés sociales.

Quelles sont les principales sources de recettes de l'association ?

Les cotisations des membres sont la principale ressource financière de l'AVIVO, et elles le resteront.

Sur le plan de la défense des retraites, l'AVIVO est un acteur politique majeur. Après le rejet par le peuple suisse de Prévoyance vieillesse 2020, comment vois-tu les années à venir ?

Le refus du peuple et des cantons est un cinglant désaveu de la stratégie mise en place par le Conseil fédéral. Mais le rejet de cette réforme ne résout rien sur le fond. La priorité de l'AVIVO est de maintenir et d'assurer la viabilité financière de l'AVS. L'histoire montre que les bases et les fondements de l'AVS ont garanti son fonctionnement depuis 60 ans, même avec le vieillissement démographique et les crises financières, sans diminution des prestations, au contraire même en les améliorant sans préjudice pour l'économie du

pays. Ceci grâce à des hausses successives du taux global des cotisations relatives aux salarié.e.s. On est passé du 4% initial en 1948 à 5,2% en 1969, puis à 7,8% en 1973, et finalement à l'actuel 8,4% depuis 1975. Face aux réels problèmes posés par le 2e pilier, un nouveau renforcement de l'AVS doit être envisagé. De 1948 à 2008, les rentes AVS ont été considérablement augmentées de 570 à 2'350 francs notamment. Depuis 1975, les dépenses annuelles sur le plan national relatives à l'AVS représentent un pourcentage quasi constant du PIB, situé entre 6% et 7%. Alors que le coût de la LPP a doublé durant la même période et les prestations LPP ont baissé de plus de 17%. Les prévisions alarmistes publiées avant la 11e révision de l'AVS ont été démenties par les faits. 38,124 milliards d'erreur, ce ne sont plus des erreurs mais de véritables manipulations de l'opinion publique. La même opération a été reconduite avec la réforme 2020. Il est temps d'apporter enfin la transparence sur la situation financière de l'AVS. Mais il y a plus urgent. L'AVIVO considère que le moment est venu d'exiger enfin le respect du mandat constitutionnel de l'AVS qui précise dans son article 112 que *les rentes doivent couvrir les besoins vitaux de manière appropriée*.

Les scénarios alarmistes d'il y a une décennie sur les perspectives financières de l'AVS ne se sont pas réalisés, malgré le vieillissement de la population. Comment l'expliquer ?

Nous avons dénoncé clairement les manœuvres visant à faire croire à la population que l'AVS est en difficulté financière, ce qui est manifestement faux. Depuis plusieurs années, des informations volontairement erronées sont publiées par la Confédération. Les comptes 2017 de l'AVS ont été présentés avec un déficit d'un milliard, information reprise par toute la presse pour justifier des mesures contre le déficit de l'AVS. En fait, ce n'est qu'une partie ces comptes qui a été présentée de manière volontairement alarmiste. L'Office fédéral des statistiques a publié en mars les comptes réels de l'AVS. Ce n'est pas un déficit d'un milliard qui a été comptabilisé au cours de l'année 2017, mais au contraire un excédent de recettes de 1,087 milliard.

Que t'inspire le compromis qui se dessine aux Chambres fédérales et qui établit un lien entre l'imposition des entreprises et le financement de l'AVS ?

Rien de bon, la droite tente toujours d'utiliser l'AVS pour justifier sa politique, mais comment nous faire croire que la baisse des impôts pour les entreprises donnera à l'Etat les moyens de faire plus pour les retraité.e ! C'est simplement se moquer du monde. L'AVIVO restera particulièrement attentive sur la suite qui sera donnée à ce projet insoutenable.



La pauvreté des personnes âgées est une réalité sociale confirmée, notamment au travers de deux enquêtes récentes¹. Comment l'AVIVO s'engage-t-elle pour lutter contre cette injustice ?

L'OCDE a récemment publié un rapport accablant pour notre pays sur la situation des personnes âgées et le développement de la nouvelle pauvreté qui touche toute la population. Le rapport révèle que les personnes âgées de notre pays sont parmi les plus pauvres des pays de l'OCDE. Selon l'Office fédéral de la statistique, 615'000 personnes, soit 7,5% de la population, vivent au-dessous du seuil de pauvreté en Suisse. Les Chambres fédérales ont fait des coupes de plus de 600 millions dans les prestations complémentaires. Cela va encore renforcer cette nouvelle pauvreté. Le nouveau Conseiller d'Etat Thierry Apothéloz a récemment publié un manifeste social contre la pauvreté, proposant des mesures concrètes. Son élection à la tête du nouveau Département de la cohésion sociale est une étape importante, que l'AVIVO soutient pour mener la lutte contre ces tristes perspectives.

Les difficultés financières sont-elles une des explications de l'isolement des aîné.e.s ?

Elles en font partie, mais il faut rester lucide. Les responsables politiques de droite justifient leurs politiques de démantèlement social en raison de soi-disant difficultés financières. Pourtant, les caisses de l'Etat, tant au niveau cantonal que fédéral, n'ont jamais été aussi pleines. Et la droite continue de réduire les impôts des entreprises et des plus riches de notre pays au détriment d'une large part de la population qui doit faire face à une nouvelle pauvreté de plus en plus inquiétante et injustifiée.

Pour conclure, si tu avais la possibilité de faire aboutir une réforme sociale ?

L'avenir réside dans le renforcement de l'AVS et la fin des privilèges des assurances sociales privées de notre pays. Il ne faut pas oublier que l'AVS est le pilier principal de notre édifice social. Il doit être renforcé pour assurer à toute la population des retraites permettant un niveau de vie décent, ce qui est très loin d'être le cas

avec la politique actuelle des Chambres fédérales et des Caisses de pensions du 2e pilier.

¹ OFS, « La pauvreté des personnes âgées », 2014 et HESB « Existenzsicherung im Alter », 2015

LE PSG60+

GROUPE DYNAMIQUE



JEAN-CHARLES RIELLE,
VICE-PRÉSIDENT DU GROUPE PSG60+

En 2010, à l'initiative de Jean-Pierre Thorel, le PSG60+ voit le jour, fort du constat qu'au sein de la section cantonale un membre du PSG sur trois est un.e senior. Un groupe est alors constitué. Il se réunit une fois par mois, alternant conférences, prises de position sur les objets de votations et autres thèmes. La convivialité est de mise avec des soirées prolongées et des repas annuels.

Le groupe PSG60+ a rejoint le PS60+ suisse dès 2012 en y désignant une déléguée au Comité directeur. Son objectif est de faire valoir, par le biais de ses militant.e.s seniors, la spécificité des besoins des aîné.e.s dans une vision intergénérationnelle de la politique sociale du parti, tant au plan cantonal que suisse.

Une stratégie de communication, composée d'un blog hébergé par la Tribune de Genève, d'articles dans le Postscriptum, journal du PSG, a été menée dès 2014. Voilà quelques exemples de sujets abordés dans le blog (<http://plusde60balais.blog.tdg.ch>) et écrits de camarades : *surveillance disproportionnée des assuré.e.s ; No Billag ; RIE III ; AVS+ ; privilèges fiscaux ; pauvreté ; contre la réintroduction du statut de saisonnier ; prévoyance vieillesse 2020 ; Initiative 1:12 ; etc.*

Dynamisme et engagement

Force est de constater que le groupe genevois a démontré son dynamisme en organisant successivement au cours de ces cinq dernières années des conférences sur le socialisme. Il a participé au soutien d'AVS+, et a dénoncé les effets négatifs du projet Prévoyance 2020, et ceux de RIE III notamment.

Lors de la dernière campagne électorale cantonale, le groupe PSG60+ a organisé un débat sur la politique sociale impactant les seniors que comptaient mener les candidat.e.s socialistes au Conseil d'Etat, en leur demandant de s'exprimer sur divers thèmes : EMS et autonomie ; prise en charge pour les personnes âgées ; paupérisation et accès aux prestations complémentaires ; emploi des seniors à partir de 50 ans ; proches aidants ; santé ; isolement ; veille sociale et sanitaire ; quartiers inter-générationnels ; mobilité ; assurances sociales ; accompagnement fin de vie ; qualité de l'ultime séparation.

Un mouvement d'ampleur nationale

Au plan suisse, en 2018, le PS60+ existe dans 23 sections cantonales, représentant 1'750 membres. L'organe est rattaché au PSS depuis 2013 à l'instar du groupe égalité ou de la commission migration. C'est aux côtés du PSG60+ que les groupes fribourgeois et Valais romand constituent en 2015 successivement la coordination romande par leurs délégué.e.s au CDPS60+, rejoint en 2017 par le groupe vaudois. L'enjeu est de faire valoir la voix romande au Comité directeur tout en légitimant l'existence du PS60+ comme organe du PSS.

Nos réunions ont lieu une fois par mois au Parti, le lundi à 15h et sont annoncées dans le Postscriptum et la newsletter du PSG. Rejoignez-nous. Nous vous y accueillerons avec joie.

BUREAU 2018 DU PSG60+

JEAN-PIERRE THOREL,
PRÉSIDENT (JPTHOREL@SWISSONLINE.CH),
JEAN-CHARLES RIELLE,
VICE-PRÉSIDENT (RIELLEJC@ICLOUD.COM)
CHRISTIAN STAUB,
SECRÉTAIRE (STAUB81@BLUEWIN.CH).

DÉLÉGATION GENEVOISE AU COMITÉ DIRECTEUR PS60+

FRANÇOISE SCHENK-GOTTRET
(FRANCOISE.SCHENK-GOTTRET@BLUEWIN.CH)
MARIE-FRANCE ANEX
(MARIE-FRANCE.ANEX@BLUEWIN.CH)

Statuts du PSG, Chapitre 6 Art. 41bis Compétences : Le groupe PSG60+ est ouvert à toutes et tous les membres du parti âgés de plus de 60 ans. Il est un groupe d'accueil, de réflexion et d'action. Des personnes non membres du parti peuvent participer au groupe avec voix consultative. Le groupe PSG60+ rapporte une fois par an devant le comité directeur. Le règlement du groupe PSG60+ est approuvé par le comité directeur. Il est annexé aux présents statuts. Il dispose d'un-e représentant-e à l'Assemblée des délégués.

L'ART D'ÊTRE GRAND-PARENT



ENTRETIEN OLIVIA BESSAT

Nous avons rencontré Sabine et Laurent Cimasoni, à l'occasion d'un entretien intergénérationnel entre une mère et son fils sur la grand-parentalité. Sabine, 75 ans, est maman de deux enfants, dont Laurent, et est devenue grand-mère de trois petits-enfants, bientôt quatre. Originaire du canton de Vaud, cette Genevoise d'adoption, au patronyme tessinois et vivant à Onex, passe de plus en plus de temps en Ville de Genève chez son fils, pédiatre à Onex et aux HUG, pour s'occuper de sa petite fille de 1 an.

Olivia Bessat : Sabine, qu'est-ce qui a changé dans votre vie depuis que vous êtes devenue grand-mère ?

Sabine : Ma vie a changé à 180 degrés. Je me voyais plutôt sur la pente descendante, suite à des problèmes de santé et au décès de mon mari. Avec l'arrivée de mes petits-enfants, c'est un nouveau souffle de vie.

Laurent : Je savais ma mère prête à être grand-mère depuis que mon frère jumeau et moi avons atteint la trentaine (Laurent a maintenant 43 ans, ndlr), et je me réjouissais vraiment de cette nouvelle étape pour elle.

Sabine, qu'est-ce que ça fait de voir son enfant devenir parent à son tour ?

Que dire si ce n'est que ça ne fait qu'ajouter à la fierté que j'éprouve déjà à l'égard de mon fils. Je pense que ça a d'autant plus renforcé notre relation. Cela nous a aussi permis d'apporter un nouvel éclairage sur certaines choses, notamment une maison vers Neuchâtel ouverte à tous les membres de la famille, dans laquelle je n'ai emmené mes fils que très récemment. Il est temps maintenant pour mes petits-enfants d'en profiter pleinement.

Avez-vous réfléchi conjointement au cadre que vous alliez mettre sur pied pour accueillir vos (petits) enfants au préalable ?

Ensemble : Non, nous ne nous sommes pas concertés sur un cadre à proprement parler. Nous avons tout naturellement abordé la question de la grand-parentalité, mais sans planifier.

Vous êtes-vous préparée à devenir grand-mère, par exemple par le biais de lectures ?

Sabine : Oui, je me suis replongée dans les poèmes de L'art d'être grand-père, de Victor Hugo. Il exprime si bien ce que c'est que d'avoir la chance au crépuscule de sa vie de côtoyer cette aurore que sont des petits-enfants. Dans un autre registre, lorsque j'ai appris la grossesse de mes belles-filles, je me suis procurée la dernière édition des livres de Laurence Pernoud (*J'attends un enfant et J'élève mon enfant*, ndlr) pour remettre à jour mes connaissances de maman... et future grand-maman.

Sabine, est-il difficile de faire la part des choses entre votre temps personnel et de grand-mère ?

Je dirais qu'à 75 ans, j'étais prête à me consacrer à mon rôle de grand-mère l'esprit tranquille. J'ai eu le temps de faire tout ce que les seniors ont généralement envie de faire lorsqu'arrive l'âge de la retraite. J'ai, par exemple, pris des cours de chinois pendant 4 ans. Pas sûr que je l'aurais fait avec mes petits-enfants. J'ai fait de la place dans ma vie, tout comme dans ma maison (rires), tout naturellement ! Aurais-je été la même grand-mère il y a 10 ans ? Je dirais oui. J'ai moi-même eu une grand-mère qui s'est consacrée à ses petits-enfants, et c'est un lien si fort qu'il m'aurait été difficile de faire autrement.



Laurent, sentez-vous un fossé intergénérationnel entre les parents d'aujourd'hui et les grands-parents dans leur pratique éducative, que ce soit en tant que pédiatre ou dans votre propre rapport avec Sabine ?

Laurent : Je vois beaucoup de grands-parents qui amènent leurs petits-enfants en consultation de pédiatrie. Ce qui ressort de mes interactions avec eux ? Devenir grands-parents, c'est une étape importante dans la vie d'un adulte. On se projette souvent en tant que parent, moins souvent en tant que grands-parents. J'ai pu aussi observer que, parfois, les grands-parents se sentent moins investis dans la discipline des enfants, ils disent d'ailleurs que *c'est le côté sympa d'avoir des enfants, sans la responsabilité de les éduquer chaque jour*.

Sabine : Certes, mais pour ma part je me vois sur la même ligne éducative que les parents, afin d'offrir un cadre cohérent à mes petits-enfants. Je dois ajouter que même s'il est vrai que je n'ai pas la charge des enfants, j'éprouve certaines peurs, par exemple qu'ils ne tombent ou se blessent. C'est tout aussi compliqué à gérer. Mais je confirme, c'est fun à 100% !

Avez-vous abordé certains sujets en lien avec l'éducation de vos enfants/petits-enfants, comme par exemple l'utilisation d'écrans ? Avez-vous des divergences pédagogiques ?

Sabine : Je n'ai pas envie de me mêler de l'éducation de l'enfant, je considère vraiment que ce sont mes fils et leurs épouses qui définissent les règles. Evidemment, j'espère leur transmettre une culture et des valeurs en adéquation avec les miennes.

Laurent : En même temps, c'est facile : j'ai beaucoup d'admiration pour ma mère et pour le cadre qu'elle nous a donné. Je suis content qu'elle puisse transmettre le même amour et les mêmes valeurs à mes enfants. J'ai bien conscience que si notre relation avait été moins bonne, ce serait une question autrement plus épineuse. En tant que pédiatre, je me permets parfois de discuter certaines choses avec ma mère plus en profondeur, comme la diversification alimentaire. La théorie n'a eu de cesse de changer. Il n'est pas inutile que d'expliquer pourquoi et comment cela a guidé nos choix pour nos enfants.

Est-ce que le multiculturalisme est une donnée facile à gérer au niveau familial ?

Sabine : Je ne considère pas que l'on doit gérer ça collectivement. C'est quelque chose de plus individuel. J'ai une vision pragmatique de la chose. Ma petite-fille ira dans une crèche francophone. Ma belle-fille qui est américaine veut qu'elle apprenne le français, même s'il est probable qu'elle prenne des cours d'anglais en parallèle. On verra comment ça se passera et on s'adaptera. Je parle à ma petite fille en français, sauf en présence de sa mère, où je parle anglais. Je m'aligne sur ce que fait mon fils,

et ça marche comme ça.

Les grands-parents bien souvent deviennent des supports de garde face à la pénurie de place en crèche. Sabine, êtes-vous ou allez-vous devenir grand-parent support de garde ?

Laurent : Notre fille voit sa grand-mère participer de plus en plus à sa vie, même s'il nous est toujours un peu dur de la laisser à quelqu'un. Mais les choses évoluent, notamment avec l'arrivée de son petit frère, et on verra alors quand nous pourrions solliciter ma mère de manière plus soutenue (rires).

Sabine : Etre grand-mère est vraiment un grand plaisir, mais aussi un apprentissage. J'apprends mes limites, et aussi à les exprimer.

Pour conclure, Sabine, quelles sont les activités que vous privilégiez avec vos petits-enfants ?

Sabine : J'affectionne tout particulièrement les promenades avec eux. Nous avons de magnifiques parcs en Ville de Genève, comme les Bastions ou le Parc Bertrand, et c'est tout simplement magique d'être témoin de leur émerveillement face à des choses qui nous paraissent tellement banales qu'on ne les verrait plus si ça ne tenait qu'à nous.

L'ECOLE DES PARENTS

SOIGNE LE LIEN

ENTRETIEN OLIVIA BESSAT

Être grand-parent est certes un grand bonheur, mais c'est un bonheur qui s'apprivoise. Relation avec les parents, définition de son engagement auprès des petits-enfants, pose de limites, gestion du fossé accru entre les générations. Ce sont autant de difficultés à surmonter. Heureusement, en Ville de Genève, des associations se mobilisent pour accompagner les grands-parents dans leur relation à leurs petits-enfants... et enfants! Entretien avec Katharina Schindler Bagnoud, Directrice de l'École des Parents, une association qui s'engage auprès des grands-parents.

Olivia Bessat : Vous rencontrez des seniors dans le cadre de l'École des parents, qui participent en tant que grands-parents. Quel est leur profil ?

Katharina Schindler Bagnoud : A partir de quand devient-on senior ? Lorsqu'on devient grand-parent ? Certain.e.s le deviennent à 40 ans. Dès la retraite ? Tout est relatif. Il n'y a pas de profil type.

Par quels biais intervenez-vous auprès des grands-parents ?

Beaucoup utilisent notre permanence téléphonique Allô-Parents (voir encart) pour poser des questions sur leur rôle en tant que grand-parent, la plupart pour des divergences éducatives avec les parents et comment les aborder. D'un point de vue sociologique, les choses ont tellement évolué au cours des quinze dernières années, avec notamment l'arrivée des écrans, qu'un grand fossé intergénérationnel s'est creusé, et rend les choses difficiles. Par exemple, une grand-mère témoignait de la gêne qu'elle éprouvait dans sa relation à sa belle-fille qui ne lui communique des instructions que par le biais de sms, et jamais de visu. Certain.e.s ont besoin d'aide pour poser des limites dans leur engagement, notamment des grands-parents qui gardent leurs petits-enfants et sont épuisés.e.s.

Vous proposez aussi un point de chute spécialement pour les grands-parents ?

Oui, nous lançons les *Samedis des grands-parents et petits-enfants* cet hiver¹. L'idée est d'offrir un espace convivial, aménagé et encadré par une animatrice et une psychomotricienne, qui permet de jouer, bouger et de s'amuser tous ensemble. Il y a vraiment deux intérêts à cette initiative. Non seulement de socialiser les petits-enfants, mais aussi les grands-parents entre eux. Le choix de la période n'est pas anodin : il est difficile de trouver des activités pour les enfants en âge préscolaire à l'intérieur.

Vous travaillez également avec les grands-parents sur la transmission de leurs expériences de vie ?

C'est en effet le but d'*Histoire de vie*. Ce service découle d'une réflexion autour de la transmission des grands-parents à leurs petits enfants d'une partie de l'histoire fa-

miliaire, et des liens familiaux. Lors d'entretiens individuels (dont le premier, gratuit, permet de définir la démarche et le choix final), nous proposons un accompagnement aux grands-parents afin d'écrire leur histoire personnelle et/ou familiale, que ce soit un parcours dans sa globalité, ou un moment particulier de leur vie. Le résultat est un document qui est donné aux petits-enfants, comme un lien symbolique témoignant de leurs racines, et des aventures de leurs ancêtres qui font aussi partie de qui ils sont aujourd'hui. Par exemple, un grand-parent migrant peut vouloir mettre des mots sur son existence dans son pays d'origine afin de partager son expérience, et enrichir le bagage familial.

¹ Deux dates prévues, le 24 Novembre 2018 et 12 Janvier 2019 - voir les pages 30 et 31 du programme de l'École des Parents sur leur site pour plus d'informations

Pour en savoir plus :

Ecole des Parents
11 Chemin du 23-Août - 1205 Genève
Téléphone : 022 733 12 00
Site web : www.ep-ge.ch
Page Facebook : [ecoledesparentsgeneve](https://www.facebook.com/ecoledesparentsgeneve)

ALLÔ-PARENTS
PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE DE
L'ECOLE DES PARENTS POUR PARTAGER
UN SOUCI OU POSER UNE QUESTION
URGENTE CONCERNANT VOTRE FAMILLE.
LUNDI ET MERCREDI DE 10H À 12H
MARDI ET JEUDI DE 14H À 16H
TEL : 022 733 22 00

LES PERSONNES ÂGÉES SAUTENT LE PAS!

PAOLA NAGEL PETRUCCI,
ATE ASSOCIATION TRANSPORTS ET ENVIRONNEMENT
BUREAU-CONSEIL

Après la retraite, il y a en moyenne 35 années à vivre. L'ATE propose de nombreuses actions pour les aîné.e.s, en lien avec la mobilité et la place des aîné.e.s dans la Cité. Paola Nagel nous propose dans cet article d'en faire le tour.

L'ATE (Association transports et environnement) organise des cours intitulés *Etre et rester mobile* pour les seniors des cantons de Genève et de Vaud. Loin de toute commisération, des professionnel.le.s de la Police, des CFF, des TPG et de l'ATE prennent les choses en main pour permettre aux seniors d'aborder leur mobilité sur de nouvelles bases : *Je croyais que c'était de la pub*, s'exclame un.e participant.e devant l'écran tactile de l'automate à ticket des CFF. En effet, ce qui amène la plupart des seniors à ces cours, c'est la crainte de ces appareils. Cette génération n'a pas appris à pousser des boutons pour obtenir quoi que ce soit, encore moins à toucher un écran. De plus, ils ont peur de déranger et n'osent pas prendre leur place : *On viendra s'exercer le dimanche*, déclarent-ils, espérant qu'il y aura moins de monde ce jour-là. Des jeunes retraité.e.s des CFF et des TPG qui parlent le même langage que leurs pair.e.s savent les rassurer et les inciter à se lancer. Les récits de vols à la tire et de malversations fascinent les seniors et les policiers remportent toujours un joli succès.

Préserver l'autonomie de la vie sociale

Prendre en compte l'environnement des personnes âgées et tenter de faciliter l'accès aux services nécessaires à la vie quotidienne pour préserver l'autonomie et la vie sociale est l'un des objectifs de l'ATE. A la demande des villes ou des communes, des plans de *Mobilité Senior* permettent d'évaluer un territoire donné. Conçu avec la participation des habitant.e.s âgé.e.s, ces études font émerger les problèmes et les améliorations à apporter. De l'emplacement des bancs à l'abaissement des trottoirs, en passant par l'accessibilité des toilettes, tout est passé au crible. Parfois ce sont de petites choses, comme une communication ciblée ou une mise en réseau des différentes personnes, qui changent la vie d'un quartier.

La mobilité, enjeu transgénérationnel

A la suite de l'un de ces diagnostics, il apparut que les personnes âgées craignaient les enfants, notamment lorsqu'ils se croisaient sur le trottoir, les un.e.s avec leur déambulateurs et les autres en trottinette. Parce qu'ils côtoient peu la vieillesse, les enfants ont souvent peur des personnes âgées et ces dernières craignent que les enfants ne les bousculent. Les planches à roulettes, patins et autres engins sont synonymes de chute, d'accident. On se croise, sur le même trottoir, mais avec méfiance. Faire en sorte que ces deux groupes de personnes vulnérables se rencontrent et apprennent à vivre ensemble est un défi.



C'est un parcours, où pas à pas, les aîné.e.s retrouvent la gaieté de leur enfance et où les enfants gênés par des attelles en velcro ou des lunettes jouent à être vieux. C'est l'activité intergénérationnelle par excellence.

Enfin, l'ATE organise des actions festives comme la Journée internationale des personnes âgées le 1er octobre. Un tapis rouge est déroulé pour célébrer et faire traverser les seniors mais aussi pour attirer l'attention des automobilistes sur ces piéton.ne.s qui peinent à se faire respecter. Toutes ces actions visent à permettre aux aîné.e.s de rester en mouvement, apprendre de nouvelles notions, débattre et donner un nouvel élan à la vie. Ceci, afin qu'à tout âge, l'usage de la ville soit le même pour toutes et tous, et que l'âge ne soit pas un facteur d'exclusion.

Pour en savoir plus :

www.mobilitesenior.ch

T'ES VIEUX ?

NON, CHUIS SENIOR !



PASCAL HOLENWEG,
CONSEILLER MUNICIPAL

- Dis Tonton, c'est comment, être vieux, vu que toi, maintenant, t'es vieux ?

- D'abord, on ne dit plus *vieux*, on dit *senior*. Parce que *vieux*, on commence trop tôt à l'être, juste après la puberté, quoi, et que ça ferait trop de vieux. Alors que *senior*, faut attendre l'âge de la retraite.

- C'est pas un peu faux derche, ça, dire *senior* pour pas dire *vieux* ?

- C'est pas un peu faux derche, c'est totalement faux derche.

- Et c'est à quel âge qu'on n'est pas encore *vieux* ?

- Chais pas... Quand j'avais quinze ans, je trouvais que les trentenaires étaient vieux, et quand j'avais trente ans, c'étaient les quinquagénaires qui étaient vieux. A cinquante ans, je me disais que la vieillesse commençait à l'âge de la retraite... et maintenant, je célèbre le cinquantenaire de Mai68 et je me dis que la vieillesse, ça commence à l'entrée à l'EMS... ouisque y'a plein de pensionnaires qui râlent parce qu'ils sont avec des vieux...

-... *des seniors* !

- Ta gueule ! Note bien, l'avantage, quand on est *vieux*, c'est qu'on peut ne plus rien avoir à foutre de ce que les autres pensent de vous...

- Ah ouais ? Parce que t'en avais quelque chose à foutre de l'opinion des autres quand t'étais pas encore... euh... *vieux* ?

- *Senior* ! Tu connais le cantique, non : *Senior accorde ton secours au bel hospice que mon pacemaker aime...*

- Ah Ah Ah... c'est une référence de vioque, ça... et ça nous dit pas ce que c'est, un vieux ou une vieille ?

- C'est quelqu'un ou quelqu'une qui sait utiliser un téléphone à cadran et une machine à écrire mécanique, qui sait écrire à la main et en attaché, qui sait compter de tête, qui lit des livres et

qui préfère jouer avec des dés et des pions qu'avec une console. Bref, un tas de trucs qu'on sait faire et que les djeuns ne savent pas faire.

- C'est ça, ouais. Et allumer un feu avec deux silex, chasser l'auroch avec une fronde et peindre des trucs avec ses doigts sur la paroi d'une caverne, aussi ?

- Te moque pas des seniors, junior, on sera bientôt plus nombreux que les juniors... y'aura des bandes de vieux qui balanceront des coups de déambulateurs sur les djeuns pour leur piquer leur pognon...

- Et à part ce que tu sais faire et que je sais pas faire, d'être vieux comme toi, ça n'a rien de pénible ? Rien de gênant ? Rien de négatif ? T'aimes ça, être vioque ?

- Ben, y'a la vie qui passe et qui finit toujours par trépasser, mais on peut aussi mourir jeune. Et puis, bon, d'accord, on court moins vite, mais pourquoi faudrait courir ? On baise moins, mais c'est pas la quantité qui compte, et c'est pas un concours... pour le reste hein, c'est que du détail, de la poussière de temps.

- Et du temps, t'en as : J'ai lu dans la Tribune (encore) de Genève qu'en vivant *sainement*, on pouvait espérer vivre *douze ans de plus*...

- Ouais, mais si c'est pour se faire chier pendant douze ans dans un EMS, autant vivre malsainement...

- Ben avec tout ça, je sais toujours pas ce que c'est qu'être vieux...

- C'est juste avoir plus de temps derrière soi que devant soi... de toute façon, c'est pas le temps qui rend vieux, c'est le fric...

- ... et donc t'as trouvé le secret de l'élixir de jouvence...

- `zactement... à propos, t'as pas cent balles ?

GAGNER L'ASSISTANCE AU SUICIDE



SALIMA MOYARD,
DÉPUTÉE SOCIALISTE

Je me souviens encore, il y a quelques années, ma grand-mère s'est endormie paisiblement dans son lit d'EMS, après avoir été membre d'Exit depuis 25 ans et sans pouvoir, pour cause de perte de sa capacité de discernement, y faire appel au moment où elle l'aurait voulu.

C'est une des raisons pour lesquelles j'ai empoigné en 2015 ce thème ô combien sensible, mais avec l'avantage de transcender les couleurs politiques. Vaud et Neuchâtel avaient légiféré ; Genève devait-elle le faire ? J'ai donc essayé de savoir si, oui ou non, il y avait des empêchements réels à Genève pour les personnes souhaitant bénéficier d'assistance au suicide (AS). Et là, j'ai trouvé différents cas de figure, loin d'être traités de manière équivalente : vous êtes à domicile ? Presque tout vous est possible. Vous êtes en EMS ? C'est beaucoup plus compliqué, et dépend des convictions du personnel et de la direction. Vous êtes à l'hôpital ? C'est pratiquement mission impossible. De telles différences sont intolérables !

Le PS pour le droit à l'autodétermination

Forte de ce constat, j'ai rédigé un projet de loi qui se voulait le plus interpartis possible. Il fut déposé en avril 2016, avec 19 signatures provenant de quatre partis (S, Verts, EàG, MCG). Il visait à garantir le droit à l'autodétermination face à la mort dans les hôpitaux, cliniques et EMS (par égalité de traitement avec le domicile) à des conditions clairement énoncées (capacité de discernement, maladies ou

séquelles d'accidents graves et incurables, soins palliatifs déjà discutés, délai raisonnable de traitement de la demande, sans aucune implication professionnelle du personnel de soins).

Le projet de loi fut étudié une première fois en Commission de la santé¹ du Grand Conseil et en sortit refusé par la commission au motif qu'il n'y avait en réalité pas de problème, qu'il n'était donc pas nécessaire de légiférer. La lecture du rapport a en tout cas dégagé chez moi un sentiment : les différentes entités auditionnées (FEGEMS, cliniques privées, HUG, notamment) sont davantage préoccupées par ceux qui restent et le fonctionnement de l'entité collective que par la souffrance de la personne demandant une AS. Un courrier de l'association Exit envoyé aux député.e.s dénonçant des cas précis et récents d'entraves à l'assistance au suicide aux HUG permit, au lieu du rejet pur et simple du projet de loi, un second passage en Commission de la santé².

Une évolution de la société

De nouvelles auditions montrèrent combien ce projet de loi était utile avant même son entrée en vigueur. Les HUG admirent le manque d'unité d'application entre les services de leur procédure, par ailleurs kafkaïenne. La FEGEMS admit n'avoir aucune vision globale sur la pratique des EMS membres, qui restent libres d'autoriser ou non une assistance au suicide en leurs murs, au nom de la liberté économique et de croyance de l'institution. La personne âgée potentiellement intéressée choisira en fonction, nous répond-on. A l'heure du manque criant de places en EMS, cela fait sourire... tout comme les nouvelles recommandations du Conseil d'éthique de la FEGEMS encore plus muettes que les précédentes sur les possibilités pour

une personne demandeuse d'une AS dans un EMS réfractaire.

Ces auditions ont convaincu une majorité de la commission (les signataires puis le PLR) d'entrer en matière sur le texte initial puis de l'amender en y renforçant la place du médecin traitant et en y instaurant une commission de surveillance, à disposition de toute personne (famille, soignant.e.s, ami.e.s ou autres) ayant un doute sur un éventuel abus. Dans ce cas, cette commission alerte, s'il y a lieu uniquement, le Ministère public (mais ne s'y substitue pas). Ni un conseil de cinq sages qui déciderait à la place du patient et l'autoriserait à procéder à une AS, ni un organe de recours, ni un passage obligé pour toute AS, cette commission est donc une sonnette d'alarme, un garde-fou. Légère sur la forme, plus spécialiste qu'un.e procureur.e sur la question, elle se réunit peu mais permet de rassurer celles et ceux qui craignent « des épidémies de suicides assistés » dans les EMS (sic!) sans entraver les AS mûrement réfléchies.

Ce projet de loi ainsi amendé fut approuvé en mai 2018, à la grande satisfaction du PS. Il permet à des conditions bien définies (pour éviter toute dérive) le suicide assisté en EMS, cliniques et hôpitaux, comme c'est le cas aujourd'hui au domicile privé. Surtout, il réaffirme le droit à l'autodétermination, également face à la mort. Une avancée pour la population, au delà des clivages politiques, sur un sujet de société sensible.

¹ Rapport disponible sous <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL11870A.pdf>

² Rapport disponible sous <http://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL11870B.pdf>

HUMANISER LE CAPITALISME ? IMPOSSIBLE



ENTRETIEN JORGE GAJARDO

Il se bat depuis des décennies pour un monde plus juste. De sa chaire à l'université et de ses mandats aux Nations Unies Jean Ziegler a fait des tribunes pour parler aux jeunes et aux révoltés de partout. Un senior? Un seigneur, plutôt, au sens le plus noble.

Le Conseil administratif vient de le décorer de la médaille «Genève reconnaissante». En pleine promotion de son dernier livre, Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin), Jean Ziegler nous accorde un moment dans sa course effrénée.

Jorge Gajardo : En 1999 tu as publié *La Faim dans le monde expliquée à mon fils*. Cette année tu sors *Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin)*. Crois-tu que la transmission du savoir et du goût de la révolte ait quelque chose à voir avec la transmission ?

Jean Ziegler : Oui, certainement. Jean Jaurès a écrit : «la route est bordée de cadavres, mais elle mène à la justice». L'histoire a un sens, ma vie singulière également. Je crois que l'humanisation de l'être humain, son émancipation, sont en route, et sur ce chemin, la transmission générationnelle est décisive. Cet objectif témoigne de l'amour ou, si vous voulez, de la tendresse, de la compassion qui traverse les relations humaines. Je me rappelle de cette injonction de Sartre : «connaître l'ennemi, combattre l'ennemi». Notre ennemi ? Ce ne sont pas des personnes en particulier. Notre ennemi est celui que je décris dans mon livre, le mode de production capitaliste et l'ordre cannibale du monde qu'il nous impose. Il y a un paradoxe. Le capitalisme est formidablement créatif, c'est certainement le mode de production le plus dynamique que l'histoire ait connu. Il est le moteur d'une succession de révolutions industrielles, scientifiques et technologiques. La révolution de l'électronique en est la plus récente. Nous sommes au début du troisième millénaire et il n'y a plus de manque objectif sur la planète. Le «manque objectif» est une expression de Karl Marx qui signifie qu'il y a un déséquilibre entre les

besoins irrépressibles des hommes et les biens disponibles pour les satisfaire. Il pensait que «le couple maudit du maître et de l'esclave» luttant pour le peu de biens disponibles allait accompagner l'humanité pendant des siècles encore. Sur ce point Marx s'est trompé, mais en même temps, les extraordinaires richesses produites ont été monopolisées par une toute petite oligarchie, qui gouverne le capital financier globalisé. En 2017, selon la Banque mondiale, 52,8 % du Produit mondial brut, c'est-à-dire de toutes les richesses produites en une année sur la planète, étaient contrôlés par 500 sociétés transcontinentales privées. Jamais un empereur ou un pape n'a eu autant de pouvoir. D'ailleurs, ni les parlements, ni les États, ni les organisations interétatiques ne peuvent rien pour les contrôler.

Pourquoi parles-tu d'ordre cannibale ?

Les oligarchies financières globalisées ont un seul principe : maximiser les profits le plus rapidement possible et à n'importe quel prix humain. C'est un système assassin. Alors que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) indique que l'agriculture mondiale pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, presque le double de l'humanité actuelle (7,3 milliards), un enfant de moins de dix ans meurt toutes les cinq secondes de faim ou de ses suites immédiates. 2 milliards d'êtres humains n'ont pas un accès régulier à l'eau potable. Une



personne perd la vue toutes les 4 minutes par manque de vitamine A. C'est ça, l'ordre cannibale. Si nous ne voulons pas qu'elle nous anéantisse, il faut détruire la dictature des oligarchies.

Dans ton livre, tu racontes ce souvenir du début des années 2000, quand le syndicat allemand IG Metall mobilisait les ouvriers pour exiger du gouvernement qu'il interdise les délocalisations d'entreprises stratégiques. Le chancelier Gerhard Schröder, un socialiste, avait refusé de les entendre. Où en sommes-nous aujourd'hui, près de vingt ans plus tard ?

Une des victoires les plus spectaculaires de l'oligarchie du capitalisme financier est l'aliénation qu'elle impose aux individus et aux nations. La théorie de légitimité des dominateurs est le néolibéralisme. Il exclut l'être humain de sa propre histoire et ne reconnaît comme sujet historique que la main invisible du marché. Il prétend que les forces du marché obéissent à des lois naturelles comme le mouvement des planètes ou les champs magnétiques célestes. J'ai longtemps siégé comme délégué du Parti socialiste suisse au Conseil exécutif de l'Internationale socialiste. J'y ai vécu des situations grotesques. En 2000, les industries lourdes de la Ruhr étaient rentables mais pas suffisamment aux yeux de leurs propriétaires. Les capitalistes allemands ont donc décidé de les délocaliser en Asie, ce qui a provoqué des manifestations syndicales massives et un chômage terrible.

Le Conseil exécutif de l'Internationale siégeait alors à Berlin, et nous interrogeions Schröder sur cette crise. Schröder est un homme intelligent et chaleureux, tout le contraire d'un morne bureaucrate. Avec le SPD et les Verts, il avait la majorité absolue au Parlement allemand. Il nous répondait : « Je ne peux rien faire. La situation est terrible je l'admets, mais c'est le marché qui commande. Ce serait une folie de contrer les forces du marché ». Voici un exemple de la totale aliénation de la conscience collective des socialistes allemands. Autre exemple : en Suisse, le peuple vote en permanence contre ses propres intérêts : contre le salaire minimum, contre une semaine supplémentaire de vacances, contre l'augmentation des rentes AVS, contre la caisse maladie unique, qui aurait baissé de 30 % les cotisations de l'assurance-maladie, contre une limitation des revenus astronomiques des managers (Ermonti, président de l'UBS, touche 14,8 millions de francs de salaire par an), etc.

Que faire contre l'aliénation ? Est-ce que le slogan *un autre monde est possible* des altermondialistes a encore un sens ?

Evidemment. Che Guevara disait : « Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures ». Or les fissures se multiplient partout. La résistance s'organise. Des mouvements sociaux, de dimension planétaire ou locaux, luttent sur les fronts les plus divers contre l'ordre cannibale : le syndicat Via Campesina, qui réunit 122 millions

de petits paysans, de journaliers agricoles et de métayers du Honduras aux Philippines ; Greenpeace ; ATTAC ; Amnesty International, les mouvements contre la discrimination des femmes, les antinucléaires, etc. Ils n'ont ni ligne de parti ni comité central. Leur unique moteur est l'impératif catégorique tel que le définit Emmanuel Kant : « L'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité en moi ». Je suis l'autre, l'autre est moi. La nouvelle société civile planétaire, cette mystérieuse fraternité de la nuit, est le nouveau sujet de l'histoire.

Crois-tu que les socialistes aient encore un rôle à jouer pour humaniser le capitalisme ?

Le cycle historique de la social-démocratie arrive à son terme. Dans mon livre, j'explique pourquoi. « Humaniser » le capitalisme ? Prétendre le « réformer », l'« améliorer », en adoucir les effets ? C'est une absurdité. Aucun des différents systèmes d'oppression qui ont affligé l'humanité dans les siècles passés n'était réformable. Il a fallu les détruire tous, les uns après les autres, pour ouvrir la voie à un monde plus juste, plus heureux. Est-ce qu'on a pu « améliorer » la féodalité, « réformer » l'esclavage, « adoucir » le colonialisme ? Non ! Il fallait les détruire.



Chacun d'entre nous porte en lui l'utopie d'un monde plus heureux, plus juste. À quel moment se produira l'insurrection des consciences? Personne ne le sait. C'est ce que Sartre appelle le mystère de l'incarnation. Comment, dans quelles circonstances historiques une idée devient-elle force sociale? On ne sait pas. Personne ne connaît non plus d'avance l'organisation, les institutions inédites et le nouveau contrat social qui naîtront sur les décombres de l'ordre capitaliste.

Je te fais un récit qui illustre le problème qui nous préoccupe. En septembre 1939, les fascistes de Franco ont conquis Barcelone. Les derniers Républicains survivants marchaient sur le col du Pertuis vers un exil incertain en France. Parmi eux était le jeune poète Antonio Machado. Il sifflotait. Ses camarades le regardaient étonnés et lui disaient: «Antonio, Barcelone brûle; des milliers de nos camarades sont morts, et toi tu sembles être tout content». Machado répondait par ce poème, aujourd'hui mondialement célèbre: *Caminante, no hay camino, el*

camino se hace al andar..., «Homme qui marche, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant».

J'insiste. Le nouveau monde, le monde le plus juste, plus heureux, naîtra de la liberté libérée dans l'être humain.

ÉLOGE DE LA COLÈRE FERTILE

Notre camarade Jean Ziegler a la passion de la transmission. Chacun de ses livres semble guidé par l'indignation, son amour des poètes et l'urgence de les partager. Son dernier petit livre commence dans la rage, avec le patron de Nestlé; il se clôt avec Neruda. Ziegler gratte de sa plume le vernis du capitalisme et le révèle en système «cannibale» qui dévore les gens et les nations. Optimiste, Jean Ziegler veut voir dans les nouvelles générations les acteurs d'une «nouvelle société civile planétaire», qui l'anéantiront avant qu'il nous anéantisse. Et après? Personne ne sait. Ziegler parie cependant sur le printemps. 115 pages à lire et partager avec ses enfants.

Jean Ziegler. *Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille* (en espérant qu'elle en verra la fin), Seuil, 2018.

SENIORS ALBANAIS.ES

À GENÈVE



ALBANA KRASNIQI MALAJ,
DIRECTRICE DE L'UNIVERSITÉ
POPULAIRE ALBANAISE

Les Albanais.es constituent l'une des plus importantes populations migrantes de Suisse. Il n'en a pas toujours été ainsi. Cette population est relativement récente (années 60), comparée aux autres migrations, par exemple italienne ou espagnole. Au début, cette migration était essentiellement masculine. Et aujourd'hui ? Albana Krasniqi, nous éclaire sur ces enjeux.

Ils/elles se souviennent très bien. Ils sont venu.e.s seul.e.s en Suisse, pensant pouvoir partir rapidement. Ils/elles constituent des familles nombreuses à l'heure qu'il est. Ils/elles sont venu.e.s jeunes. Ils/elles sont grands-parents maintenant. La deuxième et la troisième génération d'Albanais.es (pour une bonne partie naturalisé.e.s suisses), ont peut-être du mal à comprendre et à entendre les souffrances, les péripéties, les douleurs et les déchirements de cette première génération d'Albanais.es venue en Suisse.

Une population pas si facile à identifier

Il est toujours difficile de savoir combien ils/elles sont exactement. La difficulté du recensement de cette population s'identifiant comme albanaise est de taille. La majorité de ces ressortissant.e.s viennent de l'ex-Yougoslavie, du Kosovo principalement, mais aussi du sud de la Serbie, du Monténégro et de la Macédoine. Leur nombre est estimé à 15'000 environ. Seul.e.s 350 ressortissant.e.s de la République albanaise (dont 35 de plus de 50 ans) vivent sur le territoire genevois. La population migrante de ces régions balkaniques est porteuse de caractéristiques spécifiques. Ils sont venu.e.s en Suisse pour travailler, appelé.e.s par les besoins du marché du travail helvétique, qui, durant les trente glorieuses, connaissait un boom économique.

Les enjeux liés à la première génération

Actuellement cette première génération vieillissante souffre d'isolement dû à des problèmes d'une intégration accidentée par la nature de la migration, par exemple, le manque de politique d'intégration en place avant les années 90, un déficit accru de projet d'installation, alimenté d'une part par les pouvoirs politiques suisses et d'autre part par des problèmes de loyauté que ces Albanais.es ressentaient vis-à-vis de leur pays d'origine. Ils/elles subissaient alors une pression humaine sans précédent, couplée à des carences dans la connaissance des langues nationales helvétiques, des problèmes sérieux de santé en lien avec leur dur labeur, mais aussi par le manque d'appui institutionnel de leurs pays d'origine. Cette liste n'est pas exhaustive, elle pourrait être bien plus longue.

D'ici et d'ailleurs

Partagé.e.s entre plusieurs cultures nationales, religieuses, sociales, générationnelles, les migrant.e.s albanophones se posent continuellement des questions par rapport à leur identité. Il est parfois difficile pour les ainé.e.s de se l'avouer, mais ils/elles se sont suissifié.e.s. Ils/elles ont des appartenances multiples, mais c'est en Suisse qu'ils/elles vivent désormais, c'est leur port d'ancrage, et ils/elles y sont attaché.e.s. Le malaise ressenti quand ils/elles rentrent au pays est fort. Ici, ils/elles se sentent souvent étranger.e.s. Là-bas, on leur renvoie l'image de Suisses.se.s. Les jeunes se sentent suisses, avec l'envie de mimer cet aigle bicéphale, pour bien montrer leurs origines diverses. À Genève, comme ailleurs en Suisse, les hommes de cette diaspora se sont retrouvés à effectuer des métiers très durs physiquement (chantier, route, restauration, etc.), ce qui a engendré nombre de problèmes de santé pour eux, un vieillissement physique plus précoce que la moyenne des Genevois.es. Souvent épuisés en fin de journée après leur travail pénible, ils n'ont suivi que peu de cours de langue du soir, et ne sont donc souvent pas autonomes au quotidien. Pour ceux qui ne sont pas encore retraités, certains se retrouvent par consé-

quent à l'AI, voire à l'aide sociale. L'accès aux prestations AI pour les malades devenant très difficiles ces dernières années. N'ayant donc pas cotisé toute leur vie en Suisse, ces seniors se retrouvent avant et après la retraite en situation de précarité financière, ce qui a également des effets sur leur socialisation.

Spécificité des parcours migratoires de femmes

Quant aux femmes, arrivées majoritairement par regroupement familial tardif dans les années 1990 ou pendant la guerre, elles souffrent encore davantage de l'isolement. La plupart d'entre elles sont restées à la maison pour s'occuper des enfants. Leur niveau scolaire est assez bas, tout comme leur niveau de français, ce qui les vulnérabilise et prêterite aussi leur intégration. Ces femmes et hommes âgé.e.s sortent donc moins de chez eux, si ce n'est pour voir leur famille ou des compatriotes. Ils ne trouvent pas leur place dans les structures développées pour leurs pairs Genevois, ne s'y sentent pas à l'aise.

L'Université Populaire Albanaise comme facilitateur de lien

L'Université Populaire Albanaise (UPA), fonctionne comme structure d'accueil et de socialisation pour plus de 50 nationalités différentes. Elle doit beaucoup à cette première génération de migrant.e.s albanais.es. C'est grâce à leur implication et leur dévouement, leur collaboration avec les autorités et toutes personnes de bonne volonté que l'UPA a vu le jour. C'est pourquoi, nous aimerions élargir nos activités afin que notre institution leur offre un lieu de rencontre entre eux, mais aussi intergénérationnel, un lieu convivial et accueillant où ils/elles puissent s'exprimer dans leur langue d'origine et mieux faire le lien avec les institutions genevoises et les prestations à leur disposition dans ce cadre.

ENTREPRENDRE

À TOUT ÂGE



UN ENTRETIEN DE SYLVAIN THÉVOZ

Anja Wyden Guelpa a quitté le 1er juin son poste de chancelière d'Etat. Après 15 années passées au service de la République, elle se lance aujourd'hui dans un projet d'indépendante, lançant une entreprise pour aider des organisations, des équipes et des personnes à devenir plus performantes, imaginatives et épanouies. A tout âge ?

Sylvain Thévoz : Anja, que signifie le vieillissement pour toi ?

Anja Wyden Guelpa : La première chose qui me vient en tête c'est le vieillissement de la population et les défis liés aux changements démographiques, et la peur d'inévitables augmentations des dépenses publiques pour accompagner ce vieillissement. Il y a un enjeu économique majeur dans le vieillissement. A mon avis, on doit utiliser l'innovation pour faire les choses différemment et mieux, plutôt que de faire moins avec moins.

Et ton rapport plus personnel au vieillissement ?

On m'a toujours dit que j'étais trop jeune, pour faire ceci ou assumer cela. Et pour la première fois maintenant, j'entends : tu as bien fait de te mettre à ton compte maintenant, parce que dans 5 ans cela aurait été trop tard. Je trouve étonnant qu'avant c'était trop tôt, et maintenant on me renvoie que bientôt je serai trop vieille.

A ton avis, cela a-t-il quelque chose à voir avec ton genre ; et quelque chose que l'on renvoie particulièrement aux femmes, qui seraient «trop jeunes» pour des postes à responsabilité, puis «trop âgées» pour se lancer comme indépendantes ?

Non, je ne crois pas. A mon avis, hommes comme femmes dès 50 ans, sont tous et toutes considérés.e.s comme âgés.e.s, en raison de leur coût sur le marché du travail. Pourtant, une personne aînée ne devrait pas coûter plus cher. Quel en est la raison ? Au moment de l'introduction du 2e pilier, une cotisation progressive avait été mise en place. Cela poursuivait un objectif cohérent : les anciens.ne.s n'avaient de fait pas cotisés.e.s au moment de l'entrée en vigueur de cette loi. Il leur fallait donc cotiser plus. On aurait toutefois dû basculer, à la fin des années 90 sur un taux linéaire. Cela n'a pas été fait. Cette progressivité de la cotisation pose clairement problème aujourd'hui, et pèse sur les seniors.

Vieillit-on de la même manière que l'on soit homme ou femme ?

Il est plus facile, évidemment, de vieillir en tant qu'homme. Selon les préjugés : l'homme prend de la bouteille et les rides lui donnent du caractère. Concernant les femmes, il y a clairement un diktat de la mode et du paraître plus jeune qui est dévastateur. Je crains qu'à l'avenir, cela se généralise et touche davantage les hommes plutôt que cela ne s'allège sur les femmes.

Ce diktat du vieillir est puissant. Mais y a-t-il aussi, dans le fait de vieillir, une sorte d'effet libérateur ? On serait de fait moins soumis aux pressions, avec moins de comptes à rendre ou de choses à prouver, passé un certain âge ?

Oui, mais cela dépend à quel moment. Je suis en effet convaincue que le vieillissement peut être également une libération. Jeune, je me réjouissais d'avoir 40 ans, afin de pouvoir me moquer plus facilement du regard des autres. Je constate aujourd'hui que ce n'est pas si facile, et qu'à tout âge la pression est particulièrement forte sur les femmes.

En fait-on assez, à ton avis, en terme de politique pour les seniors ?

On peut difficilement s'opposer à ce qu'il y ait suffisamment voire davantage de moyens aujourd'hui pour les seniors. Je crois vraiment que nous avons une politique sociale qui a du sens pour les seniors à Genève, avec l'ambition de maintenir le même niveau de vie une fois à la retraite. Cela n'est pas encore vraiment le cas, mais davantage que le minimum vital est assuré aujourd'hui.

C'est vrai aussi que d'autres publics sont particulièrement éprouvés par les conditions économiques. Tu t'es notamment particulièrement engagée pour les familles dans ta carrière.

Oui. Ce fut d'ailleurs l'un des moments les plus forts de ma carrière professionnelle, quand j'ai pu mettre en œuvre les prestations complémentaires cantonales familiales en 2009. Le Conseiller d'état en charge de l'action sociale était d'abord incertain de parvenir à réunir une majorité politique sur cet enjeu. Mais nous avons beaucoup travaillé au niveau de l'administration pour le rendre possible. Aujourd'hui, il n'y a toujours que deux autres cantons suisses qui proposent des prestations complémentaires pour les familles. Avoir pu créer une nouvelle prestation sociale et mettre en œuvre



une politique qui fasse sens pour les gens, c'était merveilleux.

La politique en faveur des aîné.e.s est une chose importante. Pourquoi t'être davantage engagée pour les jeunes, avec de beaux projets comme CinéCivic ou la semaine de la démocratie ?

Nous avons clairement identifié les groupes participant insuffisamment aux débats politiques. Il s'agit des femmes, un peu, des étranger.e.s beaucoup, et des jeunes encore davantage. Les 70 à 75 ans sont le groupe qui vote le plus, et les plus de 90 ans votent plus que les moins de 35 ans ! Nous devons aller à la rencontre de ces jeunes pour les inviter à découvrir les institutions et le fait qu'elles étaient aussi à leur service. C'était tout le sens du projet *Institutions 3D* : initier des parcours pédagogiques à l'Hôtel-de-Ville pour les classes de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire II pour permettre aux jeunes de monter dans le train de la démocratie.

Ce faible vote des jeunes est-il vraiment quelque chose de nouveau ?

Les jeunes, classiquement, votent moins, car ils/elles se sentent moins concerné.e.s. Ils/elles savent qu'il y a des votations, mais pensent que ce n'est pas pour eux/elles et que cela ne touche pas directement à leur vie. La plupart des personnes commencent à voter au moment où elles doivent payer des impôts. En gros, c'est quand elles deviennent « actionnaires de la boîte », qu'elles s'inquiètent de savoir à quoi sert leur contribution. Aujourd'hui, les jeunes votent non seulement moins que les plus âgé.e.s, mais ils/elles sont aussi moins intéressé.e.s par la politique que les aîné.e.s à leur âge ! Il fallait donc se

battre pour pouvoir maintenir au moins la même participation. Les jeunes s'engagent différemment aujourd'hui. Les partis n'ont plus la même signification que pour les générations précédentes. C'est pour cela qu'avec les projets que l'on a mené, on a semé des petites graines.

Concernant les taux de participation, ils sont extrêmement bas. Par exemple lors du deuxième tour de l'élection au Conseil d'Etat : 35%. Une explication ?

C'est en partie une conséquence de la nouvelle Constitution consacrant l'élection du Conseil d'Etat à deux tours. Avant, les partis politiques étaient beaucoup plus au centre du débat lors de l'élection du Grand Conseil. Désormais, la personnalisation des candidat.e.s a pris le pas sur les idées, dès le premier tour. Au final, les affaires et les attaques sur les candidat.e.s ont pris beaucoup de place, et je ne suis pas sûre que ce soit la meilleure manière d'intéresser les gens à la politique.

Tu t'es aussi beaucoup engagée pour le vote électronique, qui fut l'un des succès de la chancellerie. Quel est le poids de l'âge dans ce vote électronique ?

On constate que ce ne sont pas plus les âgé.e.s que les jeunes qui utilisent le vote électronique, mais celles et ceux qui font déjà d'autres opérations en ligne. Par exemple, les personnes qui ont un compte en banque ou un dossier médical en ligne vont plus facilement l'utiliser. Sur les personnes qui s'inscrivent pour le vote en ligne, 60% des gens l'utilisent effectivement.

Un conseil pour les partis politiques qui souhaitent se rapprocher des jeunes ?

Nous avons régulièrement rassemblé les associations et les partis, notamment leurs jeunes membres. Fréquemment, des débats avec des député.e.s ont été organisés dans les collèges. Conclusion : les jeunes n'aiment pas ça. Cela leur confirme simplement que les politicien.ne.s ne savent pas s'entendre. Cela n'est ni attractif, ni positif. Or, les jeunes sont plus attaché.e.s aux politiques publiques qu'aux politiques politiciennes. Un conseil alors, pour les partis : permettre aux plus jeunes de faire des expériences, des jeux de rôles, vivre la politique, les inviter à être acteur.e.s, pas spectateur/trice.s, et leur rendre la politique plus tangible, concrète.

Si tu te projetais subitement à l'âge de 80 ans, où serais-tu et que ferais-tu ?

A 80 ans, je ne sais pas. Mais en tout cas à 70 ans, je serai active ! Sérieusement, je n'arrive pas à me projeter si loin. J'espère juste que je pourrai toujours me battre pour des projets qui me tiennent à cœur. Je veux continuer à faire de beaux projets avec des gens que j'aime, quel que soit mon âge. C'est le sens de CivicLab aujourd'hui.

Concernant la politique, un avenir possible pour toi ?

Oh, je vais déjà enfin pouvoir revenir au parti. Avant, avec mon poste de chancellerie, je n'en avais pas le droit. Là, deux jours seulement après avoir quitté cette fonction, j'étais déjà à la fête de la section de la Ville de Genève, pour l'accession à la mairie de Sami Kanaan, avec les camarades. Pas mal comme retour, non ! (rires)

BALLE DANS LE PIED

Le comité de droite contre la modification de la loi sur le PAV invitait à la refuser sous prétexte (mensonger) qu'elle prévoyait «62% de logements sociaux» et que «c'est trop». Résultat, la loi est acceptée à presque 62 %. La droite genevoise, si elle n'existait pas, on n'est pas sûr que quelqu'un aurait l'idée de l'inventer... mais avouez que ça serait dommage.

COMPASSION

Grand entretien dans la «Tribune (encore) de Genève» avec Thierry Apothéloz (avant son élection au Conseil d'Etat) Titre : «Thierry Apothéloz : Je veux apporter des solutions aux gens qui n'en ont pas». Euh... Ben alors fallait aider Lulu Barthassat à trouver le moyen de se faire réélire.

DE PROFUNDIS

Edito de la Tribune de Genève du 7 mai, après l'élection du Conseil d'Etat : *Les Genevois ont élu un gouvernement qui gagne en compétence, en intelligence et, nous voulons le croire, en collégialité. C'est gentil pour Longchamp et Barthassat.*

EXODE

Selon la Banque d'Italie, près de 150'000 personnes quittent chaque année le pays, dont près d'un quart de jeunes diplômé.e.s. On a donc affaire à un *exode des cerveaux* italiens. On comprend mieux l'arrivée au pouvoir d'un Salvini.

LE COURRIER, WHAT ELSE ?

Ne restera-t-il, à terme, plus qu'un seul journal en Suisse romande? s'interroge Le Courrier après la disparition annoncée du Matin. Ben, si le dernier journal de Suisse romande devait être Le Courrier, peut-être que la droite romande va se mobiliser pour la diversité de la presse.

PASSION SELON SAINTE PATRICIA

Furieuse du choix du MCG municipal de voter le budget de la Ville, et de priver ainsi la droite d'une majorité pour le refuser, la cheffe de groupe du PLR a traité les émécégistes de Judas, en expliquant qu'un Judas, *c'est celui qui trahit les autres*. Or Judas, c'est le type qui a fait ce qu'il fallait pour que le chef d'une secte marginale devienne le Messie, et sa secte une religion dominante et une église puissante. Le rapport avec le MCG est tout de même assez ténu.

PREFET RANCE CANTONAL

Le MCG a échoué à faire aboutir son initiative populaire *Frontaliers : stop !* Son secrétaire général explique : *nous n'avons pas eu assez de mains pour faire signer le texte* Fallait essayer avec les pieds. Ah ben non, c'est ce qu'ils ont fait... Alors fallait engager des frontalier.e.s.

PROTHESE

Titre du journal Le Temps : *L'administration Trump se penche enfin sur l'intelligence artificielle*. Faute de naturelle...

REGRETS ETERNELS

Nous l'avons couvée, nourrie, formée et déformée. Nous lui avons instillé goutte à goutte notre sens incomparable de la cohérence -le terreau était favorable. Et puis voilà, aujourd'hui nous voyons avec émotion, nostalgie et fierté le fragile oisillon que nous recueillîmes il y a huit ans, toute fraîche sortie du nid de la Jeunesse Socialiste, prendre son envol. Ou larguer les amarres. Et comme s'interrogeait le poète américain Richard Brautigan : *Qu'y a-t-il de plus beau que l'étrave d'un bateau abordant un monde nouveau?* Et pour où embarque-t-elle, Olga Baranova? Pour Lausanne : elle devient la nouvelle secrétaire générale du Parti Socialiste Vaudois. Ainsi, le Parti socialiste de la Ville de Genève fait don au Parti socialiste vaudois d'une nouvelle secrétaire générale. Ne sommes-nous pas de fervent.e.s partisan.e.s de la coopération au développement? Et puis, il n'y avait aucune raison que Pierre Maudet soit le seul à profiter de la toute récente mise en service de l'USPSG : Unité socialiste de production de secrétaire généraux. Production bio, élevage au sol et en plein air. Et voilà donc Olga nantie de la mission d'amener chez nos camarades vaudois.es un peu du sens inné chez tout.e militant.e et élu.e genevois.e, de quelque parti qu'il/elle soit, du dérapage politique contrôlé, du débat à prolongements nocturnes et du désordre créatif. *Le Conseil municipal, ce n'est peut-être pas le Conseil national. Ni même le Grand Conseil*, dit-elle, après y avoir passé sept ans. Elle a raison : ce Conseil municipal n'est pas le Conseil national, ni même le Grand Conseil. C'est beaucoup plus. C'est, avec des tas de majuscules partout, le Conseil Municipal de la Ville de Genève. Le parlement de la capitale mondiale du monde mondial. Pas moins. Mais sans Olga, ce sera tout de même un beaucoup plus un peu raboté, un peu amputé. Il va bien falloir qu'on s'y habitue, qu'on s'en fasse une raison, qu'on s'en console. Ou qu'on fasse semblant. De toute façon, on ne voit pas comment on pourrait lui interdire de faire ce qu'elle a décidé de faire. Comme disait le camarade Spinoza : *Ce qu'on ne peut interdire, il faut nécessairement le permettre, malgré le dommage qui en résulte souvent.*

ABCDEFGHIHOLENWEG

CAUSES
COMMUNES

